LA CORRUPTION DANS TOUS SES ETATS

(LEXIQUE DES PRATIQUES DE CORRUPTION)

Une publication de:

LA FONDATION HÉRITAGE POUR HAÏTI (LFHH)
Le Centre pour l'Ethique et l'Intégrité Publique et Privée

Section haïtienne de:

Avec l'appui de:

Dépot légal : No. 05-02-068
Bibliothèque Nationale d'Haïti
Achevé d'imprimer en février 2005
Imprimerie Média-Texte
No. 25 Ruelle Chavannes
Port-au-Prince, Haïti

Table des matières

Avant-propos.....*Page 1*

Introduction.....*Page 2*

La corruption.....*Page 4*

Dans tous ses états.....*Page 6*

Les notions sociétales qui pérennisent la corruption... *Page 17*

Combattre la corruption et construire une culture d'intégrité : les écueils à éviter et les nouveaux instruments de la lutte.....*Page 19*

La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH): Sa vision, sa mission, ses principes et ses valeurs de base.....*Page 25*

Sources et références.....*Page 28*

Annexe : Une description du système national d'intégrité.....*Page 29*

Avant-propos

La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH) Le Centre pour l'Ethique et l'Intégrité Publique et Privée, *section haïtienne de* ***Transparency International (TI),*** *tient à exprimer ses plus vifs remerciements aux membres de l'équipe de LFHH, pour leur apport à la réalisation de ce lexique, leur haut niveau de professionnalisme et leur ferme engagement à lutter contre la corruption qui détruit notre pays.*

LFHH remercie et félicite aussi ***Transparency International*** *qui, en 11 années de travail persévérant et ingénieux, a réussi le prodigieux défi de démystifier la corruption pour les populations du monde entier et de faire de la lutte contre la corruption une priorité incontournable sur l'agenda des détenteurs de pouvoirs politique, économique et social du monde. Elle remercie également le* ***Secrétariat de TI*** *à Berlin qui accompagne les efforts de LFHH, depuis 1999, avec un appui technique soutenu et averti ainsi que la mission de l'****Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)*** *en Haïti pour l'important support financier qu'elle fournit depuis 2 ans à LFHH sans lequel la Fondation n'aurait pu lancer son «****Initiative Transparence pour Haïti*** *» et sans lequel ce lexique n'aurait pas pu être publié.*

Nous vous sommes profondément reconnaissants

Marilyn B. Allien
Présidente
La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH) - Le Centre pour l'Ethique et l'Intégrité Publique et Privée
Section Haïtienne de Transparency International (TI)

Pétion-Ville, Haïti
Février 2005

Introduction

La corruption est un phénomène qui, au cours de ces dernières années a pris dans un grand nombre de pays, y compris Haïti, des proportions inquiétantes. Si inquiétantes, que des organisations gouvernementales et non-gouvernementales se sont données pour but de combattre ce phénomène sur le plan international, régional et local.

Si la corruption est un problème universel, il varie, toutefois, beaucoup d'un pays à l'autre. Il change de visage selon l'organisme, l'institution, le niveau hiérarchique et le pays. Les conséquences de la corruption varient aussi d'un pays à l'autre. La corruption n'est pas pour autant une exclusivité du service public, on la retrouve aussi sous différentes formes dans le secteur privé et dans la société civile. Elle constitue, particulièrement pour les pays pauvres comme Haïti, un fléau aux conséquences graves pour le développement économique, le respect des droits fondamentaux, la qualité de vie, la suprématie du droit, la crédibilité et la stabilité des institutions ainsi que la viabilité de la démocratie. Elle sape la bonne gouvernance, déforme les politiques publiques, détourne les attributions des ressources et entrave l'évolution tant du secteur privé que du secteur public. Mais surtout, la corruption frappe les plus démunis. Les principales victimes en sont les populations les plus vulnérables particulièrement celles dépourvues des moyens de se défendre les pauvres, les faibles, les innocents et les exclus.

Mais pour combattre ce fléau, encore faut-il l'identifier au mieux, et produire à travers des recherches (études / sondages) des indicateurs qui permettent d'appréhender ses formes, ses manifestations et ses mécanismes et de comprendre les systèmes et les structures qui le pérennisent. C'est à cette tâche, outre ses activités de sensibilisation et de plaidoyer pour des réformes, que se consacre LFHH depuis 2 ans.

Les sondages et ateliers de réflexion réalisés par LFHH en 2002, 2003 et 2004 sur la corruption en Haïti, indiquent que, dans la pratique, les **corrompus**, les **corrupteurs**, les **corruptibles** et, plus largement, les différents secteurs de la société haïtienne, ont une perception très subjective de la notion de corruption vu que jusqu'à très récemment

c'était un sujet presque tabou en Haïti et vu les déficiences de la législation haïtienne par rapport à un grand nombre de pratiques corrompues.

Par ailleurs, il a été prouvé, dans de nombreuses études partout dans le monde, que les pratiques malhonnêtes peuvent découler autant de l'incompréhension des règles éthiques, de perceptions erronées des pratiques exemplaires que des comportements délibérément déviants.

Comprenant qu'il est essentiel de bien appréhender ce phénomène dans toutes ses dimensions telles qu'elles se manifestent en Haïti pour définir une stratégie visant à provoquer des transformations réelles et durables de mentalité et de comportements, LFHH publie ce lexique de la corruption et ses différentes manifestations qui outragent l'éthique-- y inclus celles qui ne sont pas encore sanctionnées par la législation haïtienne. LFHH estime que la plupart des Haïtiens, tant du secteur public que du secteur privé, sont honnêtes et souhaitent être respectés pour leur intégrité mais trébuchent, trop souvent, sur la carence de normes éthique, sur les faiblesses de notre législation et sur la non-application de la loi.

En attendant une mise à jour de la législation haïtienne vers la criminalisation de certaines pratiques et une reforme du système judiciaire qui mettra fin à l'impunité dans le pays, ce lexique, nous le souhaitons, servira à débroussailler, à jeter un peu de lumière sur la corruption et à susciter une prise de conscience individuelle et collective autour de la responsabilité de chacun de résister aux attraits de la corruption et de combattre ce fléau qui ronge les fondements même de la société haïtienne.

La lutte contre la corruption est aujourd'hui aussi décisive que celle pour les droits humains car derrière la corruption et le pillage qui l'accompagne gît la souffrance et la misère, l'arbitraire et le crime d'Etat.

Les conditions d'un sursaut pour mettre fin à la déliquescence morale et au pillage de notre pays sont-elles déjà réunies? La société haïtienne est-elle suffisamment consciente de l'ampleur de la corruption qui hypothèque toute perspective de développement, d'un Etat de droit et d'une démocratie viable? L'avenir immédiat nous le dira.

La Corruption

La corruption. Récemment encore, ce mot était rarement évoqué en public, et même les médias « prenaient des gants » pour aborder ce sujet. Le mot corruption était complètement proscrit dans les milieux professionnel et politique. Les économistes n'en parlaient guère, quoique les politologues commençaient à lui vouer un intérêt théorique.

La tentative de définition de la notion de corruption doit mettre en évidence le fait que:

- la corruption se manifeste dans le secteur public autant que dans le secteur privé;
- elle désigne un ensemble très large de pratiques et concerne toutes formes de fraudes;
- la notion de la corruption doit inclure les notions de corruption **passive** et de corruption **active**, c'est-à-dire qu'elle désigne autant le fait de **donner** que de **recevoir** des pots de vin ou autres avantages;
- la prise de décision est influencée par des considérations personnelles ou familiales.

Si l'on propose comme définition de la corruption ***« l'abus d'une position publique en vue d'un intérêt privé »***, on admettra alors que celle-ci ne pourrait survenir que lorsqu'il y a une possibilité d'interaction avec le public et que *« tout service, tout contrôle, tout acte administratif, toute sanction, sont monnayables et passibles de transactions occultes»*.

Cette définition est cependant restrictive puisqu'elle ne prend pas en compte certaines formes de corruption:

- celles qui utilisent la contrainte comme levier principal (où la dimension de l'extorsion prime sur la dimension transactionnelle);
- les pratiques qui se noient avec les pratiques sociétales ordinaires: échanges de services et de faveurs entre parents et amis, ressortissants d'une même localité ou région, membres d'une même famille politique.

Par conséquent, chaque fois qu'une relation de pouvoir, d'offre et de demande s'installe, la possibilité d'un marchandage ouvre la porte à toute sorte de jeux d'influence.

Ainsi, les champs de prédilection dans lesquels prospère la corruption sont les champs politique, économique et social. Seront donc concernés le domaine de l'activité gouvernementale, les services publics, les regroupements politiques; les activités économiques, le monde des affaires ainsi que la sphère de la société civile au sens d'organisations non politiques.

Transparency International propose une définition plus concise de la corruption:

« La corruption est l'abus de pouvoir reçu en délégation à des fins privées ».

Cette définition nous permet de décomposer les différents éléments de la corruption:

1) l'abus du pouvoir ;
2) un pouvoir que l'on a reçu en délégation (qui peut donc émaner du secteur privé comme du secteur public) ;
3) à des fins privées (donc ne profitant pas nécessairement à la personne abusant du pouvoir, mais incluant aussi bien les membres de sa proche famille ou ses amis).

Abus de biens sociaux : Délit commis par un responsable d'une institution ou d'une société qui, de mauvaise foi, fait des biens ou du crédit de l'institution ou de la société un usage contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre institution, société ou entreprise dans laquelle il est intéressé directement ou indirectement. L'abus de biens sociaux est une forme de détournement de biens.

« *Accountability* » : Le terme anglais *« accountability »* se traduit par responsabilité, imputabilité, par reddition des comptes ou par obligation redditionnelle. Il s'agit du fait d'être responsable de la manière dont on accomplit son service. Cette responsabilité s'applique notamment à trois domaines :

- la responsabilité politique ou managériale, c 'est-à-dire l'obligation pour toute autorité publique de répondre de ses actes et des décisions qu'elle a prises, omis de prendre ou pris au mauvais moment ;
- la responsabilité administrative, qui s'entend non seulement par l'obligation de rendre compte à la hiérarchie, mais aussi au public, aux usagers et aux organes chargés de veiller au respect de l'éthique professionnelle, des valeurs et des normes ;
- la responsabilité financière et budgétaire, qui se rapporte à l'affectation, à l'utilisation et/ou au contrôle des fonds ou actifs publics.

L'utilisation du terme *« accountability »* renvoie à ces obligations en totalité ou en partie.

Affairiste : Homme ou femmes d'affaires sans scrupules.

Blanchiment d'argent: Processus par lequel des fonds provenant d'activités illicites sont transférés dans des instruments de placements légaux ou convertis en d'autres biens dans le but d'effacer toute trace de l'origine frauduleuse ou illégale. Traduit de l'américain *« money laundering »*, le terme trouve son origine dans les années de la prohibition contre la vente des boissons alcoolisées aux Etats-Unis, quand la mafia

new yorkaise rachetait les blanchisseries qui brassaient beaucoup de liquidités. Chaque soir, on ajoutait à la recette du jour, l'argent sale collecté dans la journée dans la vente de l'alcool allant jusqu'à déclarer au fisc l'argent ainsi blanchi.

Clientélisme : Le clientélisme consiste pour le détenteur d'une autorité à accorder des avantages indus pour fidéliser des personnes et en faire ses obligés. Le clientélisme recouvre plusieurs pratiques :

- le recrutement d'agents sur la seule base d'affinités politiques au mépris des règles en vigueur ;
- la création de postes en faveur d'amis politiques alors que leur utilité n'est pas avérée ;
- l'utilisation d'une position de pouvoir pour assurer l'impunité d'amis politiques qui auraient commis des actes répréhensibles ;
- l'orientation de l'aide sociale aux populations en fonction de l'appartenance politique ;
- le fait de favoriser sa région dans le choix d'implantation d'un projet de développement au détriment de sites plus appropriés ou plus prioritaires.

Chantage: Délit consistant à soutirer à une personne de l'argent, des avantages, etc... sous la menace de révélations compromettantes ou sous quelque autre menace. Par exemple, le chantage exercé par les forces de l'ordre qui menacent de donner une amende pour obtenir le paiement d'un pot-de-vin.

Combine : Moyen peu scrupuleux pour parvenir à ses fins.

Commission secrète : Pourcentage ou ristourne occulte qu'on verse à un intermédiaire. Ces commissions secrètes, souvent accordées par des firmes privées aux fonctionnaires publics dans le cadre de passation de marchés publics ou d'autres contrats gouvernementaux, déjouent les processus d'appels d'offres transparents et engendrent des choix fâcheux eu égard à la qualité et au prix des prestations ou des services.

Collusion : Entente secrète en vue de tromper ou de causer préjudice. *(Voir aussi connivence.)*

Concussion : pratique par laquelle une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, reçoit, exige ou ordonne de percevoir à titre de droits ou contributions, impôts ou taxes publics, une somme qu'elle sait ne pas être due, ou excéder ce qui est dû. La concussion peut aussi consister à accorder sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit une exonération ou franchise des droits, contributions, impôts ou taxes publics en violation des textes légaux et réglementaires.

Conflit d'intérêts: Opposition d'intérêts -- soumis à des motivations incompatibles. Situation dans laquelle un décideur se trouve lorsqu'il existe une contradiction entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux relevant de ses fonctions. Le conflit d'intérêts est inhérent au fonctionnement des rapports sociaux et nécessite un mode de gestion particulier.

Connivence: Complicité, entente secrète en vue de tromper ou de causer préjudice. *(Voir aussi **concussion**.)*

Contrebande : Introduction et/ou vente clandestine de marchandises prohibées ou soumises à des droits dont on fraude le Trésor.

Copinage : Echange intéressé de petits ou grands services entre copains. *(Voir aussi **favoritisme, népotisme, clientélisme**.)* Forme de népotisme dans laquelle des faveurs, par exemple des contrats, vont aux amis et aux collègues. Dans l'usage populaire, les deux termes ont tendance à se confondre.

Corporatisme : Manifestation du copinage. Ainsi par exemple, dans de nombreux pays, des hauts postes sont attribués de préférence aux membres d'un même corps professionnel et les nominations des membres du gouvernement se font souvent sur la base du copinage.

Corrompu(e) : Personne qui pratique la corruption, qui trafique de son autorité.

Corruptible : Personne apte à devenir corrompue.

Corrupteur(trice) : Personne qui induit une autre à pratiquer la corruption.

Corruption active : Pratique qui vise à proposer, sans droit, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour obtenir d'une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public, qu'elle accomplisse ou qu'elle s'abstienne d'accomplir un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa mission ou son mandat.

Corruption passive : Pratique impliquant qu'une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public sollicite ou agrée, sans droit, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons ou des avantages quelconques pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat.

Délit d'initiés : Divulgation d'informations confidentielles dans le cadre de passation de contrats / marchés publics ou du passage d'un agent public au secteur privé. S'applique aussi à la divulgation des informations confidentielles relatives à la situation interne d'une entreprise cotée sur la bourse aux fins d'influencer les décisions des actionnaires ou des actionnaires potentiels.

Détournement de fonds : Soustraction frauduleuse de fonds. Vols de deniers publics ou de capitaux privés.

Détournements de salaires : soustraction frauduleuse ou vol des fonds préposés pour les salaires des employés d'un service.

Discrimination : Action d'établir une différence et d'exclure.

« *Doublespeak* » **:** tromperie, duperie, mystification -- surtout dans la sphère politique.

Escroc : Personne qui use de manœuvres frauduleuses.

Escroquerie : Délit qui, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, vise à tromper une personne physique ou morale et à la déterminer ainsi, à son préjudice, à remettre des fonds, des valeurs ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge.

Extorsion : Action d'extorquer sous menace (de violence ou d'autres menaces). Par exemple, le versement hebdomadaire ou mensuel d'une somme d'argent à son supérieur par l'agent public sous menace de révocation.

Fabrication : inventer ou forger (par exemple, des documents, des chèques, des mandats).

Facture fictive : note entièrement fausse de marchandises ou de services fictivement « achetées » ou note reflétant des prix exorbitants pour des services ou marchandises effectivement achetées.

Faillite frauduleuse : Fausse déclaration de faillite faite par une entreprise pour tromper le fisc, les créanciers ou les actionnaires.

Fausse comptabilité : Manœuvre d'entrer des chiffres fictifs dans un livre comptable double généralement dans le but de frauder le fisc ou les actionnaires.

Favoritisme : Action d'accorder des faveurs injustes ou illégales à des amis *(Voir aussi **copinage, clientélisme, népotisme.**)*

Financement occulte de partis ou de candidats politiques : Pratique de suborner les décisions et les actions poste électorales d'un parti politique ou d'un candidat à travers le financement secret des campagnes. Dans certains pays où la législation limite les montants qui peuvent être contribués aux campagnes électorales par une personne physique ou morale – et tel n'est pas encore le cas en Haïti, le

financement occulte n'est pas strictement lié à la subornation mais est également effectué dans le but d'outrepasser la loi. Le financement occulte n'est pas habituel- lement enregistré dans le livre comptable du parti qui le reçoit.

Fraude : Acte de mauvaise foi accompli en vue de nuire au droit d'autrui.

Fraude électorale : Ensemble des actes malhonnêtes accomplis en vue fausser les résultats d'une élection. La fraude électorale nuit au droit des électeurs, des partis et des candidats rivaux.

Fraude fiscale : Ensemble des agissements ou des dissimulations qui ont pour conséquence de mettre obstacle à l'application des lois fiscales (la fraude douanière est une fraude fiscale).

Gabegie: Gâchis, gaspillage des deniers publics ou des capitaux sociaux. Par exemple, les voyages inutiles à l'étranger pour lesquels les agents publics fixent eux-mêmes leurs indemnités souvent exagérées.

Grand mangeur: Expression devenue courante en Haïti durant les 10 dernières années. Cette expression décrit un membre du gouvernement qui agit comme si l'Etat était son bien personnel, le lieu du repas; qui est corrompu et impliqué dans toutes les magouilles.

Harcèlement sexuel : Abus de l'autorité de sa position pour soumettre un employé subalterne à des demandes répétées de faveurs sexuelles.

Hospitalité excessive: Accueil, voyages, cadeaux et autres avantages divers que reçoivent les agents publics de la part des bénéficiaires des contrats gouvernementaux (par exemple, des bourses d'université à l'étranger pour leurs enfants).

Infraction aux règlements ou procédures : Toute violation des règlements.

Magouille : Combine douteuse entre des groupes, des organisations quelconques ou entre des personnes à l'intérieur d'un groupe.

Magouilleur(se) : Récidiviste de la magouille.

Malversation : Détournement de fonds dans l'exercice d'une charge.

Marché noir : Marché clandestin résultant de l'insuffisance de l'offre (en période de rationnement, taxation).

Népotisme : Situation dans laquelle un agent public se sert de son pouvoir pour obtenir une faveur, très souvent un emploi, pour un membre de sa famille. Etymologiquement, « *népotisme* » vient du latin « *nepos* » qui signifie neveu ou descendant. Le népotisme est une forme particulière de conflit d'intérêts et l'expression a de plus en plus tendance à être utilisée dans son sens large, pour désigner un simple conflit d'intérêts.

Pantouflage : Processus de migration d'un fonctionnaire du secteur public vers le secteur privé. Ce phénomène s'est amplifié en raison du dégraissage de la fonction publique dans nombreux pays, de la similitude des modes de gestion privé et public et du recours aux contrats à durée déterminée. Il se manifeste par un nouveau type de comportements où les fonctionnaires n'envisagent plus le déroulement de leur carrière au sein des services publics.

On compte les comportements suivants parmi les manifestations de pantouflage :

- des cadres du secteur changent leur conduite officielle afin d'améliorer leurs perspectives professionnelles lors de leur passage du secteur public au secteur privé. Influencés par leurs projets d'avenir et par des offres d'emploi externe, ils agissent de manière malhonnête, injuste et partiale;
- les anciens fonctionnaires abusent des informations confidentielles obtenues dans l'exercice de leurs fonctions dans l'administration publique en les mettant a la disposition d'intérêts privés;

- les anciens fonctionnaires cherchent à influencer leurs homologues encore en poste pour obtenir d'eux des faveurs ou des informations confidentielles.

Paradis fiscal : L'*Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE)* a identifié certains critères visant à définir un paradis fiscal dans un rapport de 1998 intitulé « *Concurrence fiscale dommageable : Un problème mondial* ». Il s'agit d'une juridiction qui ne prélève pas ou peu d'impôts dans leur pays de résidence. Un paradis fiscal est doté de dispositions législatives ou de pratiques administratives empêchant un échange de renseignements avec d'autres pays sur les contribuables. Les paradis fiscaux ou centres « *offshore* », tels que les îles Turks-et-Caïques, les Bahamas, la Dominique, jouent un rôle accru dans le blanchiment de capitaux facilité par des réglementations laxistes et le secret bancaire.

Parjure : Faux serment (par exemple, au tribunal) ou violation de serment.

Passation illégale de marchés publics : Processus par lequel un marché public est octroyé en violation des prescrits légaux régissant la matière. Il s'agit ici de la **Grande Corruption** qui a un impact néfaste sur la vie de la population (infrastructures, services publics, etc...) et qui engendre des pertes considérables pour l'Etat. Les marchés publics sont souvent octroyés illégalement à :

- des sociétés écrans/bidons créées par des fonctionnaires publics ou par leurs amis dans le seul but d'usurper ce marché, ou à
- des sociétés authentiques qui s'engagent à fournir des ristournes illégales (« *kickbacks* ») aux fonctionnaires publics impliqués dans la passation.

Les responsables publics qui engagent les deniers de l'Etat en sont tout aussi responsables d'un acte de corruption que les opérateurs du secteur privé qui cautionnent et perpétuent ces pratiques malhonnêtes.

Pot-de-vin : Versement payé en dehors du prix convenu ou du tarif normal affiche ou cadeau octroyé à un agent public pour avoir accès à un service

public, pour éviter une amende, etc... En Haïti, l'expression « Vous me ferez un petit roulement ? » est une demande voilée de pot-de-vin.

Prête-nom : Personne qui marchande (pour un certain pourcentage) l'utilisation de son nom ou de son compte bancaire pour les transactions financières visant à blanchir l'argent sale détourné des caisses publiques ou gagné dans des trafics illicites (drogues, armements, etc...). Le prête-nom est tout aussi incriminable d'un acte de corruption (blanchiment d'argent) que celui qui l'utilise.

Prise illégale d'intérêt : Acte par lequel une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou une personne investie d'un mandat électif public, prend, reçoit ou conserve, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou en partie, la charge d'assurer la surveillance l'administration, la liquidation ou le paiement.

Profit clandestin : Bénéfice généré de manière illicite.

Racketteur : Personne (travaillant habituellement à l'extérieur du système, mais parfois un fonctionnaire lui-même) qui se fait payer pour s'occuper d'une procédure publique. Le racketteur possède une meilleure connaissance du système que son client, pour faire certaines démarches (par exemple, sollicitations de passeports/ d'extraits d'archives/ de licences/ de permis/ des procédures de dédouanement) sans recourir à la corruption ou au pot-de-vin. Cela n'est pas nécessairement illégal, toutefois le *racketteur* est souvent porté à payer un pot-de-vin aux agents publics pour faire accélérer une procédure.

Ce mot d'origine américaine, « *racket, racketeer* », perd en Haïti la connotation criminelle qu'il a aux Etats-Unis ou le « *racketeer* » pratique des « *rackets* » d'extorsion d'argent par intimidation et violence. Les activités du racketteur haïtien ressemblent beaucoup plus à ceux du « *tramitador* » latino américain qui est surtout un intermédiaire entre la population et l'administration publique.

Recel d'abus de biens sociaux : Délit qui consiste à profiter consciemment de sommes ou avantages provenant d'un abus de biens sociaux.

Représailles : Violences qu'on fait subir à un ennemi ou à sa famille pour s'indemniser d'un dommage qu'il aurait causé ou pour se venger. Haïti a une longue histoire de représailles politiques perpétrées par des détenteurs tyranniques de pouvoir contre les dissidents.

Saucissonnage : Manoeuvre consistant à repartir artificiellement un ensemble de prestations pour les étaler sur plusieurs exercices annuels afin de se maintenir sous le seuil fatidique nécessitant une procédure d'appel d'offres plus ou moins contraignante. Ne dépassant pas le seuil réglementaire, on reste ainsi dans le cadre du marché négocié sans obligation d'appel d'offres.

Sinécure : Emploi ou l'on est payé beaucoup pour très peu, ou pas, de travail. Ce genre d'emploi au sein de l'administration publique, octroyé aux proches du pouvoir, relève généralement du népotisme ou du copinage et donne lieu à une surabondance d'employés fictifs ou d'employés « *zombies* », comme nous les appelons en Haïti, qui ne se présentent au travail que les jours de paie. Il en résulte un gaspillage inouï des ressources publiques.

Sousfacturation : Procédure utilisée notamment dans le cadre de fraude douanière. Il s'agit de présenter aux inspecteurs du fisc des factures falsifiées qui ne reflètent qu'une fraction du prix réel des marchandises importées pour diminuer les droits de douane à payer.

Surfacturation : Procédure utilisée par les agents de l'administration publique ou les employés du secteur privé dans le cadre d'achats ou de voyages. Il s'agit de présenter des factures falsifiées qui exagèrent les sommes dépensées afin d'enfler le montant des remboursements.

Trafic d'influence actif : Pratique visant à proposer, sans droit, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour obtenir d'une personne

dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public qu'elle use de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.

Trafic d'influence passif : Pratique qui implique qu'une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public, ou investie d'un mandat électif public, agrée, sans droit, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons ou des avantages quelconques pour abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.

Tromper le consommateur : Abuser du consommateur, soit en vendant des produits avariés, périmés et/ou dangereux (par exemple, médicaments, nourriture), et des produits faussement étiquetés. Cette pratique inclue la publicité mensongère et le refus de rembourser le consommateur déçu.

Ristourne illégale : Versement illégal (« *kickback* ») payé par une entreprise ou par son intermédiaire, généralement dans le cadre de la passation d'un marché public, à l'agent public qui aurait facilité l'octroi illicite du marché à l'entreprise.

Société écran (société bidon) : Société créée, par un agent public, un membre du gouvernement ou par leurs proches, ayant accès à des informations confidentielles, dans le seul but d'accéder à un marché public. *(Voir aussi **délit d'initiés**.)*

Soudoyer : Engager quelqu'un à agir contre son devoir à coup d'argent.

Soudoyer les électeurs : S'assurer du vote des électeurs à coup d'argent, de cadeaux ou de promesses d'emploi, etc...

Les notions sociétales qui pérennisent la corruption

Pendant trop longtemps, le phénomène de la corruption a été entouré d'un certain nombre de mythes. Parmi ces mythes, on compte celui de « la culture » qui serait responsable du haut niveau de corruption dans certains pays.

Pourtant les travaux de recherches réalisés sur la corruption par ***Transparency International***, ses sections nationales et d'autres institutions internationales telles que l'***Institut de la Banque Mondiale*** *(World Bank Institute - WBI)* démontrent que la corruption endémique et prépondérante est surtout engendrée par les facteurs suivants:

- l'affaiblissement des valeurs morales et sociales portant l'éthique personnelle de beaucoup de gens à placer l'amélioration de leur situation matérielle au dessus de l'intérêt général et de leur devoir envers la société;
- le manque de transparence et de responsabilité au sein des **systèmes nationaux d'intégrité** notamment en ce qui a trait à la justice, l'application de la loi et la sanction des corrompus. Dans beaucoup de pays y inclus Haïti, le sentiment général (confirmé par les résultats des deux sondages réalisés par LFHH en novembre 2003) est que le service public est détourné de sa finalité ; que les fonctionnaires sont là pour se servir et servir les ambitions politiques des responsables au plus haut niveau dans l'espoir d'en tirer à leur tour profit.

Toutefois, il existe dans le cas d'Haïti toute une série de notions sociétales exprimées par des proverbes et expressions Créoles qui ponctuent nos vies. Ils font parties intégrales de notre bagage culturel et instruisent nos valeurs et nos mœurs. Certains des messages véhiculés par ces proverbes, l'égoïsme à outrance, la complaisance vis-à-vis de la corruption, la propension pour les combines, la flagornerie, nous permettent de justifier nos pratiques corrompues, contribuent à la déliquescence des valeurs sociétales et morales, et, de ce fait, constituent des obstacles majeurs dans le combat contre la corruption en Haïti et dans la construction d'une culture d'intégrité.

Ci-dessous, une liste non exhaustive de ces proverbes et expressions (traduits du Créole):

« Se débrouiller n'est pas un péché. »

« Ce sont les sots qui donnent et les imbéciles qui ne prennent pas. »

« Voler de l'Etat n'est pas voler. »

« Un bon ami est un drap blanc. »

« L'argent n'a pas d'odeur. »

« L'argent brise les pierres. »

« L'argent fait danser les chiens. »

« La fourmi ne mourra pas sous une barrique de sirop. »

« Les lucioles n'éclairent que pour elles-mêmes. »

« Les chiens affamés ne plaisantent pas. »

« Appeler le chien "papa" pour son os. »

« Les yeux voient, la bouche se tait. »

« Faites le fou pour ne pas payer les impôts. »

« Aujourd'hui pour vous, demain pour moi. »

« Aujourd'hui pour le chasseur, demain pour le gibier. »

« Ce n'est que lorsque la cruche est remplie que le bouchon pourra boire. »

« Le pays est à lui, il peut remuer ses fesses comme il veut. »

« Chaque rivière charrie son propre gravier. »

« Ce n'est pas à moi d'arranger le pays. »

Combattre la corruption et construire une culture d'intégrité : Les écueils à éviter et les nouveaux instruments de la lutte

Comment lutter contre le cancer de la corruption qui gangrène notre pays ? Le plus souvent, il est difficile de trouver un point de départ pour mettre en place des programmes de réformes anti-corruption efficaces et durables. Il arrive qu'un nouveau gouvernement ait des intentions sincères, mais devienne rapidement débordé par l'ampleur de la tâche et la prépondérance de la corruption dans l'administration publique. Certains gouvernements sont vite discrédités pour leur inaptitude à combattre efficacement la corruption, malgré le capital de confiance dont ils ont bénéficié à leur accession au pouvoir.

Une analyse de quelques initiatives lancées dans d'autres pays permet d'identifier un certain nombre de raisons et d'écueils qui expliquent l'échec des tentatives de réformes :

- **la résistance rencontrée parfois par le pouvoir exécutif** lorsque toute initiative anti-corruption est entravée par l'environnement corrompu dont il hérite ;
- **l'absence de volonté politique au sommet**. Les initiatives sont parfois bloquées par les résistances au changement et l'absence d'engagement sincère au plus haut niveau ;
- **des réformes uniquement ciblées sur les échelons inférieurs** du pouvoir politique et administratif. Une loi qui ne cible que les niveaux subalternes est perçue comme inéquitable et injuste. Une telle réforme cesse inéluctablement d'être appliquée ;
- **des promesses ambitieuses mais irréalisables**, qui créent au niveau du public, des attentes qui seront déçues - créant ainsi une perception de démagogie et une perte de confiance ;
- **des réformes conçues sans objectifs spécifiques et réalisables**, et qui ne sont pas en mesure d'opérer d'authentiques changements ;
- **des réformes mises en place de manière fragmentaire et non coordonnée** et parfois même la prise simultanée de mesures contradictoires ;
- **des réformes ayant trop misé sur les lois et leur application**

tandis que l'usage de la loi est d'une efficacité limitée et en tout cas incertain en matière de changement de comportements sociaux généralisés. D'ailleurs, lorsque la justice ne fonctionne pas, c'est le plus souvent dû aux défaillances du système judiciaire (retards, corruption, subordination à l'exécutif) qu'au contenu des lois elles-mêmes. En Haïti, nous devons faire face à deux types de déficience : au niveau de l'insuffisance et de la qualité des lois portant sur la corruption, et au niveau des défaillances du système judiciaire qui entravent l'application des quelques lois existantes ;

- **la non-existence ou la non application des dispositions institutionnelles.** Il est indispensable de mettre en place et d'appliquer des mécanismes institutionnels pour permettre aux réformes de survivre à leurs initiateurs ;
- **les intérêts particuliers auxquels toute réforme se trouve confrontée.** Ceux qui bénéficient de la corruption pour alimenter leurs revenus ou s'enrichir craindront de perdre leurs acquis et résisteront au changement ;
- **les dangers potentiels et réels encourus par les promoteurs des réformes** et la nécessité, pour eux, d'avoir du courage et un grand talent politique pour foncer.

Alors, comment assainir la conduite des affaires publiques ? Face à l'étendue de la corruption et à l'échec des réformes initiées dans plusieurs pays, cette question est primordiale.

Quand bien même qu'un gouvernement aurait une ferme volonté de combattre la corruption au sein de l'administration publique, il a été démontré que la lutte contre la corruption ne peut réussir sans l'engagement des autres piliers de ce que ***Transparency International*** appelle le « ***Système National d'Intégrité (SNI)*** » (*voir le tableau en annexe*) qui inclue, entre autres, les médias, la société civile, le secteur privé, le simple citoyen. Le SNI nécessite d'engager un processus de réformes par une approche globale et l'implication de tous les acteurs de la société, afin de bâtir au sein de l'administration publique une culture institutionnelle axée sur l'éthique et l'intégrité et de développer, au sein de la société elle-même, une mentalité collective qui valorise et exige l'éthique et l'intégrité et qui réprouve absolument la corruption et les

comportements qu'elle engendre : escroquerie, mensonge, duperie, imposture, etc...

Ethique[1] et intégrité[2]. Des valeurs qui impliquent non seulement l'établissement de normes de conduite claires, explicites mais aussi la définition d'objectifs aptes à inspirer les agents publics à mieux servir la nation. Certes, l'Etat doit expliciter pour les agents publics ce qu'ils ne doivent pas faire. Mais il doit aussi les guider vers ce qu'ils devraient faire. Le vrai défi ne se situe pas au niveau des prescriptions relatives aux comportements et pratiques qui ne seront pas tolérés mais surtout d'insuffler les agents publics des valeurs et des vertus qui doivent façonner l'agent public: le désintéressement, l'intégrité, l'objectivité, la responsabilité, la transparence, l'honnêteté et le leadership des valeurs et des vertus qui, tout simplement, rendent les pratiques de corruption impensables!

En fait, la recherche de l'intégrité et de l'éthique est avant tout un moyen de garantir à la population, quantitativement et qualitativement, les services qu'elle est en droit d'attendre de l'Etat.

Instituer et bâtir un climat d'intégrité dans l'administration publique requiert un certain nombre d'éléments :

- des lois et leur application ;
- des règles et leur application ;
- des codes de conduite et leur application ;

---

[1]**Ethique:** Ensemble de comportements à forte connotation morale qui signifie notamment le respect des normes et des lois. L'éthique représente un système de valeurs. L'éthique dans le secteur public et au service public obéit à des règles et à des principes. Parmi les conduites non conformes à l'éthique, on peut citer les conflits d'intérêts, le népotisme, le copinage, le clientélisme, le trafic d'influence et le pantouflage.

[2]**Integrité :** Mais l'intégrité c'est quoi au fait ? Est-ce le sentiment de dignité morale qui nous pousse à refuser tout ce qui peut ou pourrait aller à l'encontre de notre code de valeurs personnelles, et/ou des valeurs sociétales? Ou simplement le refus de troquer notre conscience contre des intérêts furtifs et malhonnêtes ?

Dans l'un ou l'autre des cas, l'intégrité nous amène à meubler notre conscience de principes qui vont toujours à l'endroit des règles morales et sociales qui nous régissent. Si tel est le cas, nul ne saura vivre ou bien vivre en choisissant délibérément d'aller contre les règles sociales, de briser en lui tous les principes, toutes les barrières entre le bien et le mal, en somme de détruire en lui tous les fondements qui font qu'un homme ou une femme peut se prévaloir de dignité et d'honneur.

- une exigence d'éthique et d'honnêteté de la société ;
- le professionnalisme des fonctionnaires ;
- l'intégrité des élites et de la classe politique.

L'ensemble de ces conditions établit une tradition d'éthique dans la vie publique, et engendre un climat d'intégrité apte à catalyser la transformation de tous les secteurs de la société.

Il est important de garder à l'esprit un certain nombre de points :

- ce climat d'intégrité doit être approprié, renforcé, adapté et appliqué de manière égale dans l'ensemble du secteur public ;
- il doit être établi de manière durable. Lorsque cela est nécessaire il doit être adapté et actualisé, et de nouveaux mécanismes de responsabilité doivent être introduits pour remédier à ses éventuels points faibles ;
- un tel environnement nécessite la volonté politique et l'engagement de la classe dirigeante, mais chaque acteur doit assumer la responsabilité afférente à son rôle dans le système ;
- un environnement intègre peut dépendre de changements opérés à petite échelle : la réussite de grandes idées dépend souvent de détails qu'il ne faut pas perdre de vue.

Ci-dessous, nous présentons quelques-uns uns des nouveaux instruments (conventions, concepts, mécanismes, précédents, indicateurs) de la lutte contre la corruption :

- La ***Convention Interaméricaine contre la Corruption*** (1996) - ratifiée par 32 pays de l'hémisphère, y inclus Haïti en 2001);
- La ***Convention des Nations Unies contre la Corruption*** (2003)- signée par 104 pays à date y inclus Haïti et ratifiée par 13 pays ;
- La ***Convention de l'Organisation pour le Développement Economique contre la Corruption des Agents Publics Etrangers*** (1997) - ratifiée par 35 pays ;
- La ***Convention de l'ONU contre le Crime Transnational*** (2000) ;
- Les ***lois sur le blanchiment d'argent*** ratifiées par un grand nombre de pays y inclus Haïti en 2001 ;
- La création de la ***Cour Pénale Internationale (CPI)*** - Rome, 17

juillet 1998) - Signée par 139 pays, parmi lesquels Haïti, et ratifiée à date par 97 pays. Le CPI est opérationnelle depuis le 1er juillet 2002) ;

- La création de ***EUROJUST*** par le Conseil Européen, une unité composée de procureurs, de magistrats et d'officiers de police détachés par chaque état membre dans le but de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité organisée (1999) ;
- Les ***Principes de Wolfsberg pour Prévenir le Blanchiment de l'Argent*** *(2000)* élaborés par ***Transparency International*** et un nombre d'institutions bancaires internationales ;
- L'***Indice des Perceptions de la Corruption*** de TI qui, depuis son lancement en 1995, présente le résultat des recherches sur la perception du niveau de corruption des pays. 146 pays ont figuré sur l'IPC 2004 de TI dans lequel Haïti et le Bangladesh étaient classés en tête de liste des pays corrompus ;
- L'***Indice de la Corruption des Pays Exportateurs*** *(Bribepayers's Index)* de TI qui présente la liste des pays du Nord perçus comme étant les plus aptes à payer des pots-de-vin pour accéder aux marchés publics des pays moins avancés ;
- Le ***Pacte d'Intégrité*** proposé par TI pour garantir la transparence et la probité dans l'adjudication des marchés publics;
- Le ***Système National d'Intégrité*** -- concept développé en 1996 par M. Ibrahim Seushi de TI Tanzanie et prôné par TI comme socle de la lutte anti-corruption ;
- La ***Déclaration de Nyanga*** des sections africaines de TI (Zimbabwe 2001) qui propose une démarche pour obtenir le rapatriement des recettes de la corruption ;
- L'***Appel de Genève*** (1996) qui demande d'abolir les protectionnismes dépassés en matière policière et judiciaire ;
- La ***Décision de l'Union Européenne*** de rapatrier les fonds détournés par des régimes corrompus d'Afrique et déposés en Europe (Le Caire, Egypte, avril 2000) ;
- Le ***Précédent procédurier établi en 2000 par la campagne de réparation juive du Congrès Mondial Juif*** *(World Jewish Congress)*, pilotée par le Rabbin Israel Singer et Edgard Bronfman Jr. (PDG de *Seagram*), qui a donné lieu a un effort concerté mondial et à la restitution aux descendants des victimes de l'Holocauste des avoirs juifs volés et cachés par les nazis dans les banques suisses ;

- La ***Campagne internationale «Jubilé » pour l'annulation de la dette des pays pauvres*** qui interpelle les institutions de crédit du Nord (BM, FMI, BI, BAD...) à oeuvrer pour la récupération des prêts détournés par les dirigeants corrompus -- i.e. la récupération des avoirs volés est inexorablement liée à cette campagne pour la remise des dettes.
- L'***Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC)*** -- créée en septembre 2004 par le gouvernement d'Haïti.

La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH)

Créée en 1998 par un groupe de citoyens haïtiens, **La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH)** est une fondation privée, non partisane, à but non-lucratif. LFHH est, depuis 1999, affiliée à la principale organisation mondiale de lutte contre la corruption, ***Transparency International (TI)***. En mai 2003, selon les modalités du contrat signé entre les deux organisations, LFHH est devenue la représentante officielle de TI en Haïti.

Sa vision :

La vision de LFHH est celle-ci: une nation où le gouvernement, la politique, les affaires, la société civile et la vie de la population est libre de corruption et où le comportement intègre, éthique, responsable et discipliné est valorisé par la société.

Sa mission :

La mission de LFHH est d'oeuvrer à la promotion des valeurs morales d'éthique, d'intégrité et de probité dans les sphères publique et privée de la société haïtienne et d'encourager le respect des normes d'une société morale, responsable et disciplinée **sans lequel la démocratie ne peut survivre.**

Ses principes fondamentaux :

LFHH reconnaît qu'il existe des raisons tant pratiques qu'éthiques pour s'adresser à la problématique de la corruption et de l'irresponsabilité dans notre société:

- La qualité de vie des hommes, des femmes et des enfants Haïtiens est directement affectée par la prépondérance des systèmes et des pratiques corrompus. Il est inacceptable que l'accès à la justice, aux services de base, aux soins de santé, à l'éducation, et à la sécurité soit marchandé au-delà des coûts déjà payés par les contribuables et les clients des services étatiques ;
- La déliquescence des valeurs morales d'éthique, d'intégrité, de probité, de discipline et de responsabilité dans notre société contribue puissamment à sa dégradation et constitue un obstacle

majeur à la construction d'un Etat de droit, au développement socio-économique, et à l'avènement de la justice sociale.

Ses valeurs de base :

Les **valeurs de base** ci-dessous, qui sont aussi celles de tous les membres du partenariat de ***Transparency International***, inspirent notre mission et instruisent notre approche :

- La transparence
- La responsabilité/l'imputabilité ;
- L'intégrité ;
- La solidarité ;
- Le courage ;
- La justice ;
- La démocratie.

Son approche :

LFHH comprend que la corruption est un problème multi-dimensionnel causé par des défaillances tant systémiques et institutionnelles que morales et, par conséquent, exige une réponse stratégique complexe qui embrasse la prévention, les réformes institutionnelles, l'application de la loi, l'éducation et la mobilisation. Le travail de LFHH ne s'inscrit point dans une logique de confrontation. Son rôle est plutôt celui d'un catalyseur / facilitateur pour l'établissement d'une plateforme de discussion et d'action autour de la problématique de la corruption et le renforcement du système national d'intégrité. Elle travaille de concert avec les acteurs de tous les secteurs de la société haïtienne, sans exclusion aucune (public, privé, société civile) pour combattre la corruption qui détruit notre pays.

LFHH oeuvre à :

- bâtir une mentalité collective qui condamne la corruption ;
- attaquer les symptômes et les fondements de la corruption en poursuivant une approche systémique qui vise à renforcer les piliers du système national d'intégrité d'Haïti ;
- renforcer, au sein de la société haïtienne, le respect pour l'éthique, l'intégrité, la responsabilité -- des valeurs positives et immuables sans lesquelles les sociétés se désagrègent.

L'approche de LFHH s'articule autour des paramètres suivants :

- **L'excellence :** LFHH s'évertue à respecter des normes élevées d'excellence et de professionnalisme et veille à ce que sa gestion, ses programmes et projets manifestent cet engagement.

- **L'équité des genres et la diversité :** LFHH adhère au concept d'équité et de diversité en ce qui a trait aux genres, races et classes sociales au niveau de ses politiques, sa gestion, ses programmes et projets et promeut ces concepts, de par son exemple, au sein de la société haïtienne.

- **La participation et l'inclusion :** LFHH désavoue les pratiques prépondérantes d'exclusion et d'aliénation qui maintiennent les Haïtiens/Haïtiennes économiquement faibles, créolophones et/ou analphabètes ainsi que les Haïtiens/ Haïtiennes du « *pays en dehors* » (de la province et des zones rurales) à l'écart des espaces et des processus décisionnels de la nation. Elle s'engage à promouvoir au sein de la société haïtienne les concepts de participation et d'inclusion et à servir d'exemple en recherchant l'implication de tous et de toutes dans ses programmes et projets.

- **L'impartialité politique:** Les connotations politiques de la mission de LFHH l'interpelle à faire preuve de sagesse et de discernement en ce qui a trait à ses relations avec le gouvernement et les partis politiques. LFHH fait preuve d'indépendance dans sa recherche de collaboration avec tous les partis politiques, sans exception, et évite toute décision ou action aptes à engendrer des accusations de partisanerie.

- **Le service :** Croyant que « ***leadership*** » est synonyme de « ***service*** » et oeuvrant à promouvoir ce concept dans les sphères publique et privée de la société haïtienne, LFHH manifeste son souci de rendre service à la société haïtienne et au partenariat de TI par ses actions, programmes et projets et par sa disponibilité à répondre aux demandes d'appui provenant de l'Etat haïtien, des institutions locales, du Secrétariat et des autres sections nationales de TI.

Sources et références

Pour rédiger ce livret, LFHH a consulté et puisé dans les ouvrages et textes suivants:

- ***Combattre la corruption : les enjeux et les défis*** - adaptation française par les sections africaines et haïtienne de ***Transparency International*** du **TI Sourcebook** de Jeremy Pope, Edition Karthala (2002) ;
- ***L'Etat des lieux de la corruption en Haïti (2003)*** - rapport de sondages réalisés par LFHH, Francis Gratia & Associés pour LFHH (2004) ;
- ***On the cultural transmission of corruption*** - Esther Hauk et Maria Saez Marti, Stockholm School of Economics (1999) ;
- ***Haitian proverbs*** du site internet http://haitianproverbs.com/ ;
- ***Promouvoir la bonne gestion, lutter contre la corruption*** - discours de Dieter Frisch présenté au Séminaire «Transparence dans la Gestion des Affaires Publiques », à Dakar, Sénégal (1999);
- ***Human rights and business ethics: Fashioning a new social contract*** - TI working paper, Dr Wesley Cragg, TI Canada ;
- ***The costs of grand corruption*** - TI working paper, Dr George Stewart Moody;
- ***The role of business in fostering transparency*** - 9th IACC Papers, Durban, Afrique du Sud, Vladimir Bykov.

UNE DESCRIPTION DES SYSTÈMES D'INTÉGRITÉ

Les Piliers Institutionnels du Système National d'Intégrité

Pour plus d'informations sur LFHH, ses programmes et projets, pour recevoir son bulletin trimestriel « Transparence-Haïti », ou pour apporter votre appui au travail de la Fondation, prière de contacter son Secrétariat exécutif:

Boîte postale 16136
Bureau Postal de Pétion-Ville
Pétion-Ville, Haïti HT 6140
Courriel: heritagehaiti@yahoo.com
Téléphone: (509) 513-7089

KORIPSYON

LANVÈ KON LANDWAT

(LEKSIK PRATIK KORIPSYON)

Se:

LA FONDATION HÉRITAGE POUR HAÏTI (LFHH)
Le Centre pour l'Ethique et l'Intégrité Publique et Privée

Seksyon Ayisyèn :

Ki pibliye ti liv sa a, ak sipò:

Depo legal : No. 05-02-068
Bibliyotèk Nasyonal Dayiti
Enprime an fevriye 2005
Enprimri Medya-Tèks
No. 25, Ryèl Chavan, Pòtoprens, Ayiti

Tab dè Matyè

Avanpwopo ..... *Paj 1*

Entrodiksyon ..... *Paj 2*

Koripsyon ..... *Paj 4*

Lanvè kon landwat ..... *Paj 6*

Lide ki egziste nan sosyete a ki pèmet koripsyon pran rasin ..... *Paj 17*

Batay kont koripsyon ak pou konstwi yon kilti entegrite: obstak pou evite, ak nouvo zouti pou mennen konba a ..... *Paj 19*

Fondasyon Eritaj pou Ayiti (LFHH): Vizyon li, misyon li, prensip li ak valè fondalnatal li ..... *Paj 24*

Sous ak referans ..... *Paj 27*

Avanpwopo

Fondasyon Eritaj pou Ayiti (LFHH) Sant pou Etik ak Entegrite Piblik ak Prive, *seksyon ayisyèn* ***Transparency International (TI)*** *vle di tout manm ekip LFHH la yon gwo mèsi ki soti nan fon kè li pou kontribisyon yo nan reyalizasyon leksik sila, pou jan yo te montre yo pwofesyonel, ak pou angajman djanm yo nan batay kont koripsyon ki ap detwi peyi nou an.*

LFHH felisite ***Transparency International*** *epi li di li mèsi tou. TI se yon òganizasyon ki, nan 11 lane travay ak pèseverans epi enjenyozite, reyisi leve yon gwo defi ki fè ke koulyè a tout popilasyon tout kote nan le monn konprann pa gen mistè nan zafè koripsyon an, epi tou fè ke batay kont koripsyon an vin tounen yon priyorite ki pa ka pa la nan ajanda tout moun alawonbadè sou tè a ki genyen nan men yo pouvwa politik, ekonomik ak sosyal. Nou di* ***Sekretarya TI*** *la nan Bèlen mèsi tou deske li ap akonpaye tout jefò LFHH yo depi 1999 ak yon sipò teknik inestimab, san bliye remèsye tou misyon ann Ayiti* ***Ajans peyi Etazini pou Devlòpman Entènasyonal (USAID)*** *pou enpòtan sipò finansye li ap bay LFHH depi 2 lane, paske san sipò sila, Fondasyon an pa ta janm kapab lanse « Inisyativ Transparans pou Ayiti » li a nitou pibliye leksik sila.*

Mèsi anpil, nou tout.

Marilyn B. Allien
Prezidan
Fondasyon Eritaj pou Ayiti (LFHH) - Sant pou Etik ak Entegrite Piblik ak Prive.
Seksyon Ayisyèn Transparency International (TI)

Petyonvil, Ayiti
Fevrye 2005

Entwodiksyon

Koripsyon, se yon fenomèn ki, depi kèk tan, vin pran yon dimansyon ki enkyetan nan anpil peyi, e Ayiti pami peyi sa yo. Sa sitèlman enkyetan, ke genyen òganizasyon gouvènmantal ni tou òganizasyon non gouvènmantal ki chwazi pou misyon batay kont fenomèn sila nan nivo entènasyonal, rejyonal ak lokal.

Menm si koripsyon se yon pwoblèm ki ekziste tout kote nan le monn, li varye anpil selon peyi a. Figi li chanje selon òganizasyon an, enstitisyon an, nivo yerachik la ak peyi a. Konsekans koripsyon an varye tou selon peyi a. Men koripsyon, se pa nan sèvis piblik la sèlman li chita; genyen divès fòm koripsyon ki ekziste tou nan sektè prive a tankou nan sosyete sivil la. Li reprezante, sitou pou peyi pòv tankou Ayiti yo, yon madichon ki genyen konsekans grav sou devlòpman ekonomik, respè dwa fondalnatal yo, kalite lavi, souverennte lalwa, kredibilite ak estabilite enstitisyon yo, ni tou sou kapasite pou demokrasi a pran rasin. Li manje bòn gouvènans nan baz li pa anba, li defòme politik piblik yo, li detounen atribisyon resous yo, e li antrave evolisyon nan sektè piblik la tankou nan sektè prive a. Men, sitou, koripsyon, se moun ki pi pòv yo li frape. Premye viktim li yo, se popilasyon ki pi vilnerab yo, sitou sila ki pa genyen okenn mwayen pou yo defann tèt yo pòv yo, fèb yo, inosan yo ak majinalize yo.

Men, pou nou mennen yon batay kont madichon sila, fòk nou ka idantifye li byen, epi tou pwodui, gras ak rechèch (etid/sondaj), endikatè ki pou pèmèt rekonnèt fòm li yo, manifestasyon li yo, ak mekanik li yo, epi konprann sistèm ak estrikti ki pèmèt li dire (anrasine) yo. Se nan travay sila LFHH angaje li depi 2 lane, anplis lòt aktivite l'ap mennen nan zafè sansibilizasyon ak pledwaye pou refòm.

Sondaj ak atelye refleksyon LFHH reyalize yo sou koripsyon ann Ayiti an 2002, 2003 ak 2004 endike ke, nan lapratik, **kowonpi** yo, **koriptè** yo ak **koriptib** yo, diferan sektè sosyete ayisyèn la, an jeneral, konprann pwoblèm koripsyon an nan jan pa yo, deske jis tou lòt jou la, diskisyon sou sijè sila te prèske entèdi nan peyi a, ni tou deske lalwa ann Ayiti genyen defisyans pou sa ki konsène anpil pratik koripsyon.

Yon lòt bò, anpil etid ki reyalize tout kote nan lemonn pwouve ke pratik malonnèt soti nan diferan sous, tankou règ etik moun pa konprann, fo lide moun genyen sou pratik ekzanplè, epi tou konpòtman devyasyon moun chwazi pou yo adopte menm si yo konnen konpòtman sila yo pa bon.

Kòm LFHH reyalize ke li enpòtan pou nou konprann fenomèn sila lanvè kon landwat, nan jan li manifeste l ann Ayiti, pou nou ka defini yon estrateji pou pwovoke veritab transfòmasyon dirab nan mantalite nou ak nan konpòtman nou, LFHH pibliye leksik sila sou koripsyon ak sou diferan manifestasyon li yo ki ofanse etik menm sa lalwa ann Ayiti poko sanksyone. LFHH kwè ke pi fò Ayisyen yo, kit yo nan sektè piblik kit yo nan sektè prive, se de moun onèt ki vle zòt respekte entegrite yo, men ki bite, twò souvan, sou absans prensip /nòm etik, sou feblès lejislasyon peyi a ak sou zafè lalwa ki pa aplike.

Annatandan yo aktyalize lalwa ann Ayiti pou kèk pratik ka vin rekonnèt kòm pratik kriminèl, epi ke sistèm jidisyè a vin refòme pou enpinite ka sispann nan peyi a, nou espere leksik sila va sèvi pou debleye teren an, jete limyè sou pwoblèm koripsyon an, fè nou tout, grenn pa grenn epi ansanm, pran konsyans ke chak moun genyen reskonsablite pou li reziste devan tantasyon koripsyon yo, ni tou pou li batay kont madichon sila ki ap manje, a la baz menm, fonnman sosyete ayisyèn nan.

Nan tan n ap viv koulyè a, batay kont koripsyon an se yon batay ki genyen menm enpòtans ak batay pou dwa moun, paske dèyè koripsyon ak piyaj ki mache avè l la, se soufrans ak mizè, se abitrè ak krim leta ki genyen.

Èske kondisyon yo deja reyini pou nou resi souke kò nou pou lamoral pa kontinye an pèdisyon ak pou piyay sispann nan peyi nou an? Èske sosyete ayisyèn nan genyen ase konsyans dimansyon koripsyon an ki ap ipoteke tout pèspektiv devlòpman peyi a, epi konstwi yon Leta ki chita sou lalwa ak yon demokrasi dirab? Se sèlman, demen, n a va konnen.

Koripsyon

Koripsyon. Sa pa gen sitèlman lontan, se pa te yon mo moun te di fasil nan mitan moun, menm laprès te vire lang li sèt fwa anvan li te pale de zafè sila. Mo koripsyon an te entèdi nèt al kole nan anviwònman pwofesyonèl ak politik yo. Ekonomis yo pa te pale de sa, menm si politològ yo te kòmanse ba li yon enterè teyorik.

Tantativ definisyon konsèp koripsyon an dwe pou atire latansyon sou le fèt ke:

- gen koripsyon nan sektè piblik la tankou nan sektè prive a;
- se yon pakèt ak yon bann pratik ki konstitye koripsyon an, epi li konsène tout kalite fòm fwod;
- konsèp koripsyon an fèt pou li genyen ladan l lide koripsyon **pasiv** ak lide koripsyon **aktiv**, ki vle di, koripsyon, se ni **bay** ni **resevwa** benefis an kachèt oswa lòt kalite avantaj.
- konsiderasyon pèsonèl oswa familyal enfliyanse desizyon k ap pran.

Si nou pwopoze kòm definisyon koripsyon **« abi ki fèt nan itilize yon pozisyon piblik pou sèvi yon enterè prive »**, alòs n'a va dakò se yon bagay ki ka fèt sèlman lè genyen yon posiblite entèraksyon ak popilasyon an e ke *« kenenpòt sèvis, kenenpòt kontwòl, kenenpòt zak administrasyon, kenenpòt sanksyon, ka vann pou lajan epi ka antrene tranzaksyon ki fèt an kachèt »*.

Men, definisyon sila pa konplè, deske li pa kouvri kèk fòm koripsyon:

- sa ki itilize presyon kòm levye prensipal (kote dimansyon ekstòsyon an pi fò pase dimansyon tranzaksyon an);
- pratik ki neye nan mitan pratik òdinè sosyete a: fanmi ak zanmi, moun ki soti nan menm bouk oswa nan menm zòn, moun ki nan menm pati politik, ki ap twoke sèvis kont favè.

Kidonk, chak fwa yon relasyon pouvwa, òf oswa demann layite kò li, genyen yon posiblite machandaj ki louvri pòt bay tout kalite jwèt enfliyans.

Se poutèt sa ke se sitou nan domèn politik, ekonomik ak sosyal ke

korypsyon jwenn jarèt pou li mache pi byen. Kidonk, domèn ki konsène yo, se domèn aktivite gouvènmantal la, sèvis piblik yo, gwoupman politik yo, aktivite ekonomik yo, sektè biznis la, epi tou anviwònman sosyete sivil la nan sans òganizasyon ki pa politik yo.

Transparency International pwopoze yon definisyon pi kout epi ki pi konplè pou koripsyon:

« Koripsyon, se abi moun fè ak pouvwa yo resevwa an delegasyon pou yo ka regle zafè prive ».

Definisyon sila pèmèt nou dekonpoze diferan eleman ki genyen nan koripsyon an:

1) Abi pouvwa;
2) Yon pouvwa zòt ba ou an delegasyon (kidonk, se yon pouvwa oswa yon manda ou ka resevwa nan men sektè prive a tankou nan men sektè piblik la);
3) Pou regle zafè prive (kidonk, sa kapab pa fòseman pwòp zafè prive pa moun ki ap fè abi pouvwa a, sa kapab tou zafè prive fanmi li oswa zanmi li).

Abi sou byen sosyal: Krim yon reskonsab yon enstitisyon osnon yon antrepriz fè, alòs menm ke li konnen sa li ap fè a pa bon, difèt li sèvi ak byen oswa ak kredi enstitisyon an osnon antrepriz la pou li regle yon bagay ki nwizib pou enstitisyon an osnon antrepriz la oswa ki nan pwòp enterè pèsonèl pa li, oswa pou sèvi enterè yon lòt enstitisyion osnon antrepriz kote li genyen enterè dirèk oswa endirèk. Abi sou byen sosyo, se yon fòm detounman byen.

« Accountability »: mo angle sila, *« accountability »*, vle di reskonsablite, rannman kont, oswa fè rapò obligatwa. Se le fèt ke yon moun reskonsab jan li ap bay sèvis oswa fè travay li. Genyen twa domèn kote nou jwenn fòm reskonsablite sila:

- reskonsablite politik oswa nan zafè jesyon, ki vle di, obligasyon kenenpòt otorite piblik genyen pou li rann kont, pou li fè rapò ak aksepte jijman pou zak li poze ak desizyon li pran, oswa ke li pa pran, oswa ke li pran nan yon move moman;
- reskonsablite nan zafè administrasyon, ki se obligasyon pou rann kont, pou fè rapò bay non sèlman otorite ki sou tèt ou a, men tou bay popilasyon an, bay moun ki ap benefisye sèvis yo, ni tou bay òganizasyon ki anchaje asire l ke prensip etik pwofesyonèl, valè ak nòm yo respekte.

Itilizasyon mo *« accountability »* a konsène obligasyon sila yo, ann antye oswa pa moso.

Afèris: yon biznismann, kit li te fi, kit li te gason, ki pa genyen pwoblèm konsyans pou fè zak malonnèt.

Antrepriz / biznis paravan (antrepriz / biznis bidon): Se yon antrepriz / biznis ke yon fonksyonè leta, yon manm gouvènman an, oswa fanmi yo, kreye, alòs ke yo jwenn enfòmasyon konfidansyèl, sèlman pou yo ka siyen yon kontra piblik. *(Wè **deli inisye** tou.)*

Asèlman seksyèl: Abi yon otorite fè, deske li nan yon pozisyon

otorite, pou li mande oswa egzije yon anplwaye ki anba zòd li bay li kèk favè seksyèl.

Blanchiman lajan: Se yon pwosesis ki pèmet ke lajan ki fèt nan aktivite ki pa legal ka transfere nan de enstriman pou plasman legal oswa ka vin tounen lòt byen, pou efase tout tras orijin lajan an ki pa legal oswa ki soti nan fwod. Mo sila, ki vle di nan angle meriken « *money laundering* », orijin li soti nan lane pwoyibisyon yo - ki vle di lalwa entèdi sa - nan peyi Etazini kont lavant bweson alkolik. Epòk sa a, mafya nan Nouyòk te konn achte drayklining (nan lang franse, drayklining se « blanchisri ») kote anpil lajan kash te konn brase. Chak swa, yo te ajoute sou lajan drayklining yo te rantre pou jounen an lajan sal ki te fèt nan jounen an nan zafè lavant bweson, sa ki te pèmèt yo « blanchi » (oswa « lave ») lajan sal la. Yo te menm resi prezante bilan lajan sa yo nan biwo kontribisyon.

Chantaj: Se yon krim kote ou oblije yon moun ba ou lajan, avantaj, elatriye, paske ou fè li menas ou pral mete yon move sekrè li deyò, oswa kèk lòt menas. Pa ekzanp, chantaj lapolis ka fè lè li menase bay kontravansyon, yon jan pou li fòse moun ba li lajan anba tab.

Deli inisye: Se lè yo bay enfòmasyon konfidansyèl pandan kontra piblik ap negosye pou siyen, oswa pandan yon fonksyonè piblik ap pare kò l pou li rantre nan sektè prive a. Ni tou, se lè yo bay enfòmasyon konfidansyel ki konsène sitiyasyon entèn yon antrepriz ki genyen aksyon li ki vann nan labous, pou enfliyanse desizyon aksyonè oswa aksyonè potansyèl yo.

Detounman lajan: Se lè, nan fwod, yo volè lajan. Lè yo vòlè lajan Leta oswa lajan prive.

Detounman salè: se lè yo vòlè, nan fwod, lajan ki te la pou peye salè amplwaye yon sèvis.

Diskou kouto de bò *(« Doublespeak »)*: twonpe, manti sitou nan arèn politik la.

Diskriminasyon: Se lè yo fè diferans ant de moun, oswa lè yo fè yon aksyon pou yo ekskli sèten moun.

Enfraksyon règleman oswa pwosedi: se kenenpòt vyolasyon règleman.

Eskwo: Se yon moun ki itilize mannèv fwod.

Eskwokri: Se yon krim kote yon moun swa itilize fo non oswa fo kalite, swa fè abi sou yon kalite ki vre, swa itilize mannèv fwod, pou li twonpe yon moun oswa yon enstitisyon pou li ka rive konvenk moun osnon enstitisyon sila remèt lajan, valè oswa kenenpòt byen, oswa bay yon sèvis oswa aksepte yon zak ki konsène obligasyon oswa dechaj, alòs ke sa pa nan enterè moun osnon enstitisyon sila ditou.

Ekstòsyon: Se lè ou fòse yon moun ba ou yon avantaj oubyen fè yon zak anba menas (menas vyolans oswa lòt kalite menas). Pa ekzanp, lè yon chèf sèvis nan leta fòse yon anplwaye leta ki anba zòd li peye li chak semen oswa chak mwa yon lajan, paske li fè li menas si li pa peye, li ka jwenn revokasyon li.

Favoritis: Se lè zanmi benefisye favè ki enjis oswa ki ilegal. *(Wè **zanmitay, klyantelis, nepotis** tou.)*

Fabrikasyon: Envante, oswa fòje (pa ekzanp, dokiman, chèk, manda).

Finansman pati politik an sekrè: Se lè desizyon ak aksyon yon pati politik oswa yon kandida apre li fin genyen eleksyon an vin enfliyanse selon lide yon moun osnon yon gwoup ki te finanse kanpay elektoral pati sila an sekrè. Si lalwa poko etabli limit ann Ayiti, genyen de peyi kote lalwa limite ki kantite lajan yon moun oswa yon enstitisyon ka bay kòm kontribisyon pou kanpay elektoral. Kidonk nan peyi sa yo, finansman an sekrè pa nesesèman genyen pou wè ak achte infliyans sèlman, men sa fèt tou pou yo ka transgrese lalwa. An general, finansman sekrè yo pa ekri nan liv kontab pati politik ki resevwa yo a.

Fo fakti: se yon fakti ki fo nèt al kole pou machandiz osnon pou sèvis ki pa te janm *« achte»* vre, oswa pou de machandiz oswa de sèvis ki te achte vre, men nan yon pri ki pa genyen anyen ditou pou wè ak pri tèt chaje ki genyen nan fakti a.

Fo fayit: se yon fo deklarasyon fayit yon biznis fè pou li ka twonpe biwo kontribisyon Leta, moun li dwe, oswa aksyonè li yo.

Fo kontablite: Mannèv kote yo make fo chif nan yon liv kontab doub, an jeneral pou yo ka twonpe biwo kontribisyon Leta a oswa aksyonè yo.

Fòse men (*Konkisyon*): se lè yon otorite piblik oswa yon moun ki gen reskonsablite pou yon misyon sèvis piblik resevwa, ekzije, oswa òdone fòk yo pran nan men yon lòt moun lajan sou fòm dwa, kontribisyon, enpo oswa taks piblik, alòs ke lajan sila, swa moun nan pa dwe li, swa li pi plis pase sa li dwe a. Se kapab tou lè yo bay, sou kenenpòt fòm, yon ekzonerasyon oswa franchiz pou dwa, kontribisyon, enpo osnon taks piblik nan vyolasyon lalwa osnon règleman.

Fwod: se yon zak movèz fwa ki fèt pou nwi dwa zòt.

Fwod elektoral: Se yon ansanm zak malonnèt ki fèt pou fose rezilta yon eleksyon. Fwod elektoral leze dwa elektè yo, pati yo ak kandida rival yo.

Fwod fiskal: Se yon ansanm zak oswa disimilasyon ki rive mete baryè nan aplikasyon lwa fiskal yo (fwod ladwann, se yon fwod fiskal).

Gabji: Gaspiyaj lajan Leta oswa lajan yon biznis. Pa ekzanp, lè fonksyonè Leta vwayaje aletranje san se pa anyen yo al regle laba tout bon vre, pandanstan se yo menm menm ki deside konbyen lajan frè ak pèdiyèm, souvan ekzajere, yo va touche pou vwayaj sila.

Gran manjè: Ekspresyon ki vin kouran an Ayiti pandan 10 dènye lane yo. Se yon ekspresyon ki dekri yon manm gouvènman ki panse Leta se chwal papa l, ki kowonpi epi ki nan tout kalte magouy.

Kliyantelis (Sistèm moun pa): kliyantelis, se lè yon otorite bay sèten moun avantaj san yo pa fè anyen pou yo merite sa, pou moun sa yo ka fidèl a li, pou yo ka dwe li, pou moun sa yo ka vin « moun pa li ». Genyen anpil pratik nan sistèm kliantelis la:

- bay moun travay paske yo genyen menm kwayans politik avèk ou, menm si règleman di sa pa dwe fèt konsa ;

- Kreye djòb pou zanmi ki nan fè politik avèk ou, menm si djòb sa yo pa genyen okenn itilite tout bon vre ;
- Itilize yon pozisyon pouvwa pou asire zanmi ki nan fè politik avèk ou ka jwi enpinite alòs menm ke yo ta nan move zafè ;
- Voye asistans sosyal jwenn popilasyon yo selon ke yo kwè nan yon sèten pati politik ;
- Chwazi rejyon pa ou pou reyalizasyon yon pwojè devlòpman menmn si gen lòt zòn ki gen bezwen ki pi ijan.

Komisyon anbachal: Se pousantaj ki peye an sekrè bay yon moun ki pèmèt ou fè yon afè. Komisyon anbachal sa yo, souvan biznis prive yo konn peye komisyon anbachal bay fonksyonè Leta lè Leta pral pase yon mache piblik (yon kontra piblik, yon kontra gouvènmantal pou sèvis, founiti/ekipman oswa konstriksyon). Yo dejwe pwosesis apèldòf transparan, epi yo anjandre move chwa nan zafè kalite ak pri sèvis yo oswa travay la.

Konbin: Se yon mwayen malonnèt pou rive atenn bi ou.

Konfli enterè: Se lè enterè yo kontrè youn ak lòt kòz yo ap defann nan pa konkòde. Se lè moun ki mandate pou pran desizyon an twouve li nan yon pozisyon kote genyen yon kontradiskyon ant pwòp enterè pèsonèl dirèk osnon endirèk pa li, ak devwa li genyen pou li defann enterè pòs li okipe a. Toujou genyen konfli enterè nan fonksyònman rapò yo andedan sosyete a, e sa mande yon kalite jesyon espesyal.

Kontrebann: se lè yo fè antre oubyen vann an kachèt kèk machandiz ki entèdi oswa ki dwe pou peye taks, yon jan pou lajan sila pa rantre nan kès leta (fwod).

Kòporatis: se yon lòt manifestasyon zanmitay. Pa ekzanp, genyen anpil peyi kote se moun ki genyen menm pwofesyon ki jwenn gwo djòb yo pa preferans, lèfini djòb nan leta, se sou zanmitay yo gade pou yo bay yo.

Koripsyon aktiv: Se yon pratik kote yo pwopoze, san bon dwa, dirèkteman oswa endirèkteman, òf, pwomès, don, kado, oswa kenenpòt avantaj pou yon otorite piblik ki anchaje yon misyon sèvis piblik, fè oswa

pa fè yon zak ki fè pati fonksyon li, misyon li osnon manda li, oswa ke misyon li osnon manda li fasilite.

Koripsyon pasiv: Se lè yon otorite piblik ki anchaje yon misyon sèvis piblik osnon yon eli pèp la mande oswa aksepte, san bon dwa, dirèkteman oswa endirèkteman, òf, pwomès, don, kado, oswa kenenpòt avantaj pou li fè oswa pa fè yon zak ki fè pati fonksyon li, misyon li osnon manda li, oswa ke misyon li osnon manda li fasilite.

Koriptè: Se yon moun ki mennen yon lòt moun sou pant koripsyon.

Koriptib: Se yon moun ki ka vin kowonpi.

Kowonpi: Se yon moun ki pratike koripsyon ki fè trafik otorite li.

Mache nwa: se yon mache ki sekrè epi ki pa legal, ki ka kreye deske òf la pa sifi (nan moman rasyònman, oswa poutèt nivo taks).

Magouy: Konbin ki pa klè ke gwoup, oswa òganizasyon, oswa de moun andedan yon gwoup, fè ant yo menm.

Magouyè: yon moun ki alèz pou fè magouy.

Malvèsasyon: Detounman lajan moun fè pandan yo nan djòb yo.

Mare kòd lonbrit (Konkòday): Se lè de moun osnon yon gwoup moun antann yo an sekrè pou yo twonpe oswa nwi lòt moun. *(Wè tetelang tou.)*

Nepotis: sitiyasyon kote yon fonksyonè piblik itilize pouvwa li pou li jwenn yon favè, souvan yon djòb, pou yon fanmi li. Etimolojikman, « *nepotis* » soti nan mo laten « *nepos* » la, ki vle di neve oswa desandan. Nepotis, se yon fòm espesyal konfli enterè, e mo sila, yo genyen plis tandans itilize li nan sans jeneral li, pou pale de yon senp konfli enterè.

Ospitalite eksesiv: Resepsyon, vwayaj, kado ak lòt avantaj dirèk ke fonksyonè Leta yo benefisye nan men moun ki te jwenn kontra ak Leta (pa

ekzanp, bous pou pitit yo ka al etidye nan inivèsite aletranje).

Pantouflaj: se pwosesis kote yon fonksyonè Leta pral kite sektè piblik la pou li ale nan sektè prive a. Fenomèn sila vin anplifye, pou plizyè rezon: nan anpil peyi, Leta ap diminye kantite moun ki ap travay pou li; mòd jesyon sektè piblik la ak pa sektè prive a vin sanble chak jou pi plis; lèfini, yo itilize tou kontra « tan limite », ki vle di travay moun yo anplwaye a ap kòmanse nan tèl dat, pou li fini nan tèl lòt dat. Pantouflaj la manifeste l nan yon nouvo tip konpòtman kote fonksyonè yo sispann panse yo pral pase tout lavi yo ap travay nan Leta.

Men kèk nan konpòtman nou ka jwenn nan pami manifestasyon pantouflaj yo:

- kad sektè a chanje konpòtman ofisyèl yo pou yo ka vin genyen plis chans pwofesyonèl lè yo soti nan Leta pou ale nan sektè prive a. Pwojè yo genyen pou demen, ak òf yo resevwa pou yo kite Leta al travay lòt kote, enfliyanse yo, fè yo aji yon mannyè ki malonnèt, enjis, abitrè.
- ansyen fonksyonè yo abize de enfòmasyon konfidansyèl yo te jwenn lè yo t ap travay nan Leta, lè yo itilize enfòmasyon konfidansyèl sa yo pou sèvi enterè prive.
- ansyen fonksyonè yo eseye enfliyanse ansyen kòlèg yo ki ap travay nan Leta toujou, pou jwenn nan men yo swa favè, swa enfòmasyon konfidansyèl.

Paradi fiskal: ***Òganizasyon pou Koperasyon ak Devlòpman Ekonomik*** *(Organisation pour la Coopération et le Développement Économique - OCDE)* idantifye kèk kritè pou defini yon paradi fiskal, nan yon rapò li te fè nan lane 1998, ki genyen pou tit *« Concurrence Fiscale Dommageable: Un Problème Mondial »* (Konkirans fiskal ki ka lakòz domaj: yon pwoblèm mondyal). Se yon jiridiksyon ki pa pran enpo di tou sou lajan ki rantre nan peyi a ki sot lòt kote, oswa enpo li pran an pa anpil lè li konpare ak enpo nan peyi rezidans yo. Yon paradi fiskal genyen de dispozisyon lalwa oswa de pratik administrasyon ki anpeche twoke ransèyman ak lòt peyi sou kontribyab yo epi sou kont labank. Paradi fiskal oswa sant *« offshore »* tankou zile Tèks-end-Kaykòs, Baamas, Ladominik, jwe yon wòl deplizanplis gwo nan zafè blanchiman lajan, bagay ke règleman laksis ak sekrè bankè fasilite.

Paji: fo sèman (pa ekzanp, nan tribinal) oswa vyolasyon sèman.

Podven: Se yon lajan ki peye an plis pri ki te negosye osnon tarif ki afiche a, oswa yon kado yo bay yon fonksyonè piblik pou bay yon sèvis osnon evite yon amann. Ann Ayiti, lè yon moun di yon lòt « W'a fè yon ti woulman ave m'? », se yon demann podven degize.

Prètnon: Se yon moun ki machande (pou yon pousantaj) pèmisyon pou yo itilize non li oswa kont li labank pou tranzaksyon lajan pou blanchi lajan sal ki detounen nan kès Leta oswa ki soti nan trafik ilegal (dwòg, zam, elatriye). Prètnon an reskonsab zak koripsyon an (zak blanchiman an) menm jan ak moun ki ap itilize li a.

Priz ilegal enterè: Se zak kote yon otorite piblik, oswa yon moun ki reskonsab yon misyon piblik, oswa yon eli pèp la, pran, resevwa oswa konsève, dirèkteman oswa endirèkteman, kenenpòt enterè nan yon biznis oswa nan yon operasyon ke li te anchaje, nan moman zak la te komèt la, swa pa moso, swa ann antye, pou li asire siveyans administrativ, likidasyon oswa peman an.

Pwofi sekrè: Se yon benefis ki soti nan yon mannèv ilegal.

Raketè: Se yon moun (ki an jeneral pa travay andedan sistèm nan, men ki pafwa se yon fonksyonè) ki fè moun peye li pou li okipe l de yon pwosedi oswa demach ak biwo Leta. Raketè a konnen sistèm nan pi byen pase kliyan li a, pou li ka fè kèk demach (pa ekzanp: fè paspò/ekstrè achiv/ lisans/ pèmi/ pwosedi dedwanman) san li pa itilize koripsyon ni podven. Sa pa nesesèman ilegal, men souvan raketè yo oblije peye podven bay fonksyonè piblik yo pou akselere yon pwosedi.

Mo sa a ki genyen orijin li nan mo angle meriken, *« racket, racketeer »*, pèdi ann Ayiti sans kriminèl li genyen nan peyi Etazini kote *« racketeer »* a fè *« rackets »* pou fòse moun bay lajan anba menas ak vyolans. Aktivite raketè ayisyen an plis sanble ak aktivite *« tramitador »* latino-ameriken an, ki se sitou yon entèmedyè ant popilasyon an ak administrasyon piblik la.

Reprezay: Se vyolans yon moun fè sou yon lénmi, oswa fanmi lénmi an,

pou jwenn vanjans pou yon tò li te fè li. Ayiti genyen yon long istwa reprezay politik tiran ki sou pouvwa yo fè kont dìsidan yo.

Resèl abi byen sosyal (byen yon enstitisyon oswa yon antrepriz): Se yon krim kote yon moun pwofite an tout konsyans de lajan oswa lòt avantaj ki soti nan abi byen yon enstitisyon oswa yon antrepriz.

Ristoun ilegal: Se lè yon antrepriz / yon biznis, oswa reprezantan antrepriz la / biznis la, peye lajan anba tab (« *kickbacks* ») an jeneral nan kad siyati yon kontra piblik, bay fonksyonè Leta ki te fasilite li jwenn kontra sila nan yon mannyè ilegal.

Sifaktirasyon: Se yon pwosedi fonksyonè piblik oswa anplwaye sektè prive itilize nan kad vwayaj oswa acha, kote yo prezante de fakti avèk fo chif ladan yo ki ekzajere montan lajan ki depanse a, pou yo ka anfle lajan yo genyen pou resevwa kòm ranbousman an.

Sineki: Se yon djòb kote moun touche anpil lajan pou yo pa fè anpil travay - yo konn pa travay ditou. Mòd djòb sa yo, lè se andedan biwo Leta yo, ke yo bay patizan pati ki sou pouvwa a oswa zanmi gwo chabrak yo, yo rantre sitou nan kategori nepotis ak zanmitay, e yo kreye yon pakèt ak yon bann fo anplawye oswa anplwaye « zonbi », jan nou rele yo ann Ayiti, ki prezante yo nan travay la jou pou yo touche yo sèlman. Rezilta bagay sa a, se yon gaspiyaj enkwayab lajan Leta.

Siyati ilegal kontra piblik: Se yon pwosesis kote genyen yon kontra piblik ki siyen ki vyole dispozisyon lalwa sou zafè sa yo. Sa, se yon ka **Gwo Koripsyon** ki genyen enpak negatif sou lavi popilasyon an (enfrastrikti, sèvis piblik, elatriye), epi ki anjandre gwo gwo pèt pou Leta. Souvan, kontra piblik siyen nan ilegalite avèk:

- fo antrepriz osnon antrepriz paravan fonksyonè piblik oswa zanmi yo kreye sèlman pou yo ka jwenn kontra sila ;
- vre antrepriz ki pwomèt li pral peye komisyon anbatab (« *kickbacks* ») bay fonksyonè piblik ki genyen wòl y ap jwe nan siyati kontra sila.

Reskonsab Leta ki angaje lajan Leta a pote menm reskonsablite pou yon

zak koripsyon nan zafè konsa ke operatè sektè prive ki kosyone pratik malonnèt sa yo e ki pèmèt yo pran rasin.

Sosisonaj: Se yon mannèv kote genyen yon distribisyon atifisyèl ki fèt pou yon ansanm prestasyon, pou gaye yo sou plizyè ekzèsis anyèl pou yo ka rete anba plafon ki ekzije fòk genyen yon pwosedi apèldòf ki genyen kèk kontrent ladan. Lè yo pa rive nan plafon ki fikse a, yo rete nan kad kontra ki ka negosye san ekzijans apèldòf.

Soudwaye: Se peye yon moun pou li fè yon bagay ki kontrè ak devwa li.

Soudwaye elektè: Se bay elektè lajan, kado, oswa pwomèt yo djòb, elatriye pou yo vote pou ou.

Soufaktirasyon: Se yon pwosedi ki itilize espesyalman nan fwod ladwann, kote yo prezante bay enspektè kontribisyon yo de fakti avèk fo chif ladan yo ki reprezante apenn yon ti pati nan vre pri machandiz enpòte a, yon fason pou yo diminye dwa de dwann ki fèt pou peye sou machandiz sila.

Tetelang (Konivans): Se lè genyen konplisite, oswa antant an sekrè ant de moun osnon yon gwoup moun pou twonpe oswa nwi lòt moun. *(Wè **mare kòd lonbrit** tou.)*

Trafik enfliyans aktif: Se yon pratik kote yon moun pwopoze, san dwa, dirèkteman oswa endirèkteman, òf, pwomès, don, kado, osnon kenenpòt avantaj, pou fè yon otorite Leta ki anchaje yon misyon sèvis piblik, osnon yon eli pèp la, itilize enfliyans reyèl ou sipoze li pou jwenn nan men yon otorite distenksyon, djòb, kontra, oswa kenenpòt lòt desizyon favorab.

Trafik enfliyans pasif: Se yon pratik kote yon otorite Leta ki anchaje yon misyon sèvis piblik, osnon yon eli pèp la, aksepte, sans dwa, dirèkteman oswa endirèkteman, òf, pwomès, don, kado, osnon kenenpòt avantaj, pou li itilize enfliyans reyèl ou sipoze li pou jwenn nan men yon otorite oswa yon biwo piblik distenksyon, djòb, kontra, oswa kenenpòt lòt desizyon favorab.

Twonpe konsomatè a: Abize konsomatè a, nan vann li pwodui avarye, perime oswa danjere (pa ekzanp, medikaman, manje) osnon pwodui ki genyen yon fo etikèt. Nan pratik sila, genyen tou reklam mantò, ak refize ranbouse konsomatè ki pran desepsyon.

Zanmitay (Kopinaj): Se lè zanmi rann youn lòt sèvis, kit li piti, kit li gwo, pou enterè. (*Wè **favoritis, kliyantelis, nepotis** tou.*) Se yon fòm nepotis kote favè, pa ekzanp, kontra, se zanmi ak asosye travay ki jwenn yo. Nan lang popilè a, genyen yon tandans pou konfonn de mo sa yo.

Lide ki ekziste nan sosyete a ki pèmèt koripsyon pran rasin

Pandan twò lontan, te genyen yon seri fo kwayans sou fenomèn koripsyon an. Nan fo kwayans sa yo, genyen kèk mit ki fè konprann ke se « la kilti » ki ta reskonsab ke genyen anpil koripsyon nan sèten peyi.

Men, travay rechèch ***Transparency International*** ak seksyon nasyonal li yo epi lòt enstitisyon entènasyonal tankou ***Enstiti Bank Mondyal*** *(World Bank Institute -WBI)* te reyalize, demontre ke lè yon peyi ap soufri anba koripsyon andemik alawonnbadè, se sitou faktè sila yo ki anjandre li:

- afeblisman valè moral ak sosyal yo, ki fè etik pèsonèl anpil moun fè ke amelyorasyon pwòp sitiyasyon ekonomik pa yo vin pase anvan enterè jeneral ak devwa yo fas ak sosyete a ;
- mank transparans ak reskonsablite nan **sistèm nasyonal entegrite** yo sitou nan travay lajistis pou li aplike lalwa epi pini kowonpi yo. Nan anpil peyi, e ann Ayiti tou, pi fò moun yo (rezilta 2 sondaj LFHH te reyalize nan mwa novanm 2003 a konfime sa) panse ke sèvis piblik la, yo detounen li de finalite li; ke fonksyonè yo la pou sèvi pwòp tèt pa yo ak sèvi anbisyon politik pi gwo zotobre ki nan pouvwa a, nan lespwa sa va pote avantaj pou yo menm.

Men, nan ka Ayiti a, genyen yon seri lide ki ekziste nan sosyete a, ki eksprime nan pwovèb ak ekspresyon Kreyòl nou site toutan. Yo nan nannan kilti nou, yo ranfòse valè nou ak mès nou. Kèk nan mesaj pwovèb sa yo fè sikile a (egoyis egzajere, tolerans pou koripsyon, tandans pou rantre nan magouy, fè sousou) pèmèt nou jistifye pratik koripsyon nou yo, ni tou yo mennen valè moral ak valè nan sosyete a nan pèdisyon, kidonk, yo se de gwo obstak nan batay kont koripsyon an ann Ayiti ak nan konstriksyon yon kilti entegrite.

Men yon lis - ki pa konplè - pwovèb ak ekspresyon sa yo:

« Degaje pa peche. »

« Sòt ki bay, enbesil ki pa pran. »

«Volè Leta, se pa vòlè (Leta se chwal papa).»

« Bon zanmi se dra blan.»

« Lajan pa gen odè.»

« Lajan kase wòch.»

« Lajan fè chen danse.»

« Foumi pa mouri anba barik siwo.»

« Chak koukouy klere pou je l.»

« Chen grangou pa jwe.»

« Rele chen'w papa pou zo li.»

« Sa je wè, bouch pa pale.»

« Fè tankou w te fou pou ou pa peye enpo.»

« Jodi pou ou, demen pou mwen.»

« Yon jou pou chasè, yon jou pou jibye.»

« Se lè krich fin jwenn pou bouchon jwenn.»

« Peyi a se pou li, l'kale dada l jan li vle.»

« Chak rivyè charye gravye pa li.»

« Se pa mwen k ap vin ranje peyi a.»

Batay kont koripsyon ak pou konstwi yon kilti entegrite: Obstak pou evite, ak nouvo zouti pou mennen konba a

Ki jan pou nou batay kont kansè koripsyon an ki gangrennen peyi nou an? Pi souvan, li difisil pou n jwenn ki kote pou nou kòmanse mete an plas pwogram refòm kont koripsyon ki efikas e ki dirab. Genyen de fwa yon nouvo gouvènman genyen bon lentansyon, men li vin bat ba rapid devan gwosè travay la ak predominans koripsyon an nan biwo Leta yo. Genyen de gouvènman ki pèdi krediblite yo rapid poutèt yo pa kapab mennen yon batay efikas kont koripsyon an malgre tout konfyans popilasyon an te genyen nan yo lè yo te fenk monte sou pouvwa a.

Yon analiz sou kèk inisyativ ki te pran nan de lòt peyi pèmèt nou idantifye kèk nan pami rezon ak obstak ki eksplike echèk tantativ refòm yo:

- **rezistans pouvwa ekzekitif la konn jwenn** lè anviwònman kowonpi li jwenn kòm eritaj la antrave inisyativ kont koripsyon li yo ;

- **mank volonte politik alatèt pouvwa a**. Genyen de inisyativ ke rezistans a chanjman ak mank angajman toutbonvre alatèt pouvwa yo kon rive bloke ;

- **refòm ki vize sèlman tranch ki pi ba a** nan pouvwa politik ak administratif la lè yon lwa vize sèlman nivo sibaltèn yo, moun yo santi li pa reprezante jistis ak egalite. Yon refòm konsa pap janm ka bay rezilta ;

- **pwomès chaje lanbisyon, men ki pa ka reyalize**, ki kreye nan popilasyon an espwa ki tounen desepsyon kidonk, ki vin fè moun yo panse tout sa se demagoji, e ki fè yo pèdi konfyans ;

- **Refòm ki te konsevwa san objektif espesifik ki reyalizab**, e ki pa kapab pwodui veritab chanjman ;

- **refòm ki mete an plas pa moso, san koòdinasyon**, epi, gen de lè, genyen menm kèk desizyon ki pran an menm tan alòs ke youn kontredi lòt ;

- **refòm ki konte twòp sou lalwa ak sou aplikasyon lalwa**, alòs ke efikasite itilizasyon lalwa a limite, ni tou se pa sèten ke li menneń chanjman nan konpòtman sosyete a genyen an jeneral. Dayè, lè lajistis pa fonksyone kòrekteman, pou pi souvan se poutèt genyen defisyans nan sistèm jidisyè a (reta, koripsyon, sèvilite devan pouvwa ekzekitif la) plis pase poutèt sa lwa yo yomenm yo genyen ladan yo. Ann Ayiti, nou genyen pou nou konfronte de kalite defisyans: nan nivo ensifizans lwa ak kalite lwa sou koripsyon yo, epi tou nan nivo defisyans ki ekziste nan sistèm jidisyè a, ki antrave aplikasyon de twa grenn lwa ki ekziste yo.

- **le fèt ke dispozisyon enstitisyonèl pa ekziste oubyen ke yo pa aplike** Li endispansab pou yo mete an plas ak aplike de mekanis enstitisyonèl pou refòm yo ka kontinye menm lè moun ki te lanse yo a fin ale ;

- **enterè patikilye toutkalte ke refòm nan konfwonte**. Moun ki jwenn benefis nan koripsyon an ki ede yo plen pòtfèy yo, fè yo vin pi rich, pral pè pèdi sa yo genyen e yo pral reziste kont chanjman an ;

- **danje potansyel ak reyèl pou moun ki ap fè pwomosyon refòm yo**, ak nesesite pou moun sa yo pou yo genyen kouraj ak anpil talan politik pou yo fonse.

Alòs, ki jan pou nou fè pwòpte nan konduit afè piblik yo? Fas ak dimansyon koripsyon an ak echèk refòm ki te kòmanse fèt nan plizyè peyi, keksyon sila primòdyal.

Kanbyenmenm yon gouvènman ta genyen volonte djanm pou li batay kont koripsyon nan biwo leta yo, se yon bagay ki demontre, ke batay kont koripsyon an pa ka reyisi san angajman lòt poto ki konpoze sa ***Transparency International*** rele « **Sistèm Nasyonal Entegrite (SNE)** » a (*we Anèks ki nan seksyon franse ti liv sa a*), ki genyen ladan l, antwòt, poto laprès, sosyete sivil la, sektè prive a, ak senp sitwayen an. SNE a dwe pou li angaje yon pwosesis refòm nan yon apwòch global, avèk patisipasyon tout aktè nan sosyete a, pou bati nan administrasyon piblik la yon kilti enstitisyonel ki chita sou etik ak entegrite, epi pou devlope,

andedan sosyete a menm, yon mantalite kolektiv ki bay etik ak entegrite valè, e ki ekzije sa, ni tou ki kondane san diskisyon koripsyon ak konpòtman koripsyon an mennen: eskwokri, manti, twonpri, enposti, elatriye.

Etik[1] ak entegrite[2]. De valè ki enplike non sèlman etablisman nòm /estanda konduit klè, eksplisit men tou definisyon objektif ki ka enspire anplwaye Leta yo pou yo ka sèvi nasyon an pi byen. Se sèten ke Leta dwe pou li eksplike fonksyonè li yo a klè ki sa pou yo pa fè. Men tou, li dwe pou li ba yo oryantasyon sou sa yo ta dwe fè. Veritab defi a, se pa nan nivo pèspektiv konpòtman ak pratik ki pap tolere yo li chita men sitou se fè fonksyonè piblik yo adopte valè ak vèti ki dwe pou sèvi kòm bousòl pou yo: dezenterèsman, entegrite, objektivite, reskonsablite, transparans, onètte, ak lidèchip yon seri valè ak vèti ki, tou senpman, fè pratik koripsyon yo vin enpansab!

An fèt, rechèch entegrite ak etik, se sitou yon mwayen pou garanti pou popilasyon an, sou plan kantite tankou sou plan kalite, sèvis li an dwa pou li jwenn nan men Leta.

Pou mete osnon konstwi yon klima entegrite nan biwo leta yo, fòk genyen sèten eleman:

- lwa, ak aplikasyon lwa sa yo ;
- règ, ak aplikasyon règ sa yo ;

---

[1]**Etik**: Se ansanm konpòtman ki genyen gwo konotasyon moral, ki vle di respè estanda / nòm ak lalwa. Etik reprezante yon sistèm valè. Etik nan sektè piblik la oswa nan sèvis piblik la swiv kèk nòm ak prensip. Nan pami konduit ki pa konfòm ak etik, nou jwenn konfli enterè, nepotis, zanmitay, kliyantelis, trafik enfliyans ak pantauflaj.

[2]**Entegrite**: Men, sa sa vle di menm, entegrite? Eske se santiman diyite moral ki fè nou refize tout sa ki kontrè ak kòd valè pèsonèl nou, ak /osnon valè sosyete a kwè ladan yo a ? Oswa èske se senpleman refize twoke konsyans nou kont enterè ki pa klè epi ki malonnèt ?

Nan tou de ka yo, entegrite fè nou meble konsyans nou ak prensip ki toujou respekte règ moral ak sosyal ki dirije nou yo. Si se sa, pa genyen moun ki ka viv oswa viv lè yo chwazi lib e libè pou yo dezobeyi règ sosyal sa yo, bliye tout prensip, tout baryè ant sa ki byen ak sa ki mal, an final, detwi nan konsyans li tout fonnman ki fè ke yon gason oswa yon fi ka leve tèt li byen wo pou li di li genyen diyite ak onè.

- kòd konduit ak aplikasyon kòd sa yo ;
- ekzijans etik ak onètte nan sosyete a ;
- pwofesyonalis fonksyonè yo ;
- entegrite elit yo ak klas politik la.

Ansanm kondisyon sa yo etabli yon tradisyon etik nan vi piblik la, ni tou li anjandre yon klima entegrite ki kapab sèvi motè pou transfòmasyon tout sektè nan sosyete a.

Li enpòtan pou nou pa bliye kèk pwen:

- Klima entegrite sila dwe pou li apwopriye, ranfòse, adapte, epi tou aplike, ak egalite, nan ansanm sektè piblik la;
- Li dwe pou li etabli yon fason dirab. Lè sa nesesè, li dwe pou li adapte, ni tou aktyalize, epi de nouvo mekanis reskonsablite fèt pou entwodwi pou korije kèk pwen fèb ki ka ekziste;
- Yon anviwònman konsa mande pou genyen volonte politik ak angajman klas dirijant la, men chak sektè dwe pou pran reskonsablite li pou li jwe wòl pa li nan sistèm nan;
- Yon anviwònman entegrite ka depann de chanjman ki reyalize piti piti: siksè gran lide depann souvan de detay nou pa janm dwe pou bliye.

Men kèk nan nouvo zouti (konvansyon, konsèp, mekanis, presedan, endikatè) ki ekziste pou ede nan batay kont koripsyon an:

- ***Konvansyon Entèramerikèn kont Koripsyon*** (1996) ke 32 peyi manm OEA nan emisfè a ratifye, e Ayiti se youn nan peyi sa yo;
- ***Konvansyon Nasyonzini kont Koripsyon*** (2003) ke 104 peyi deja siyen jounen jodi a, e Ayiti te siyen li tou, e ke 13 peyi deja ratifye;
- ***Konvansyon Òganizasyon pou Koperasyon ak Devlòpman Ekonomik kont Koripsyon Ajan Piblik Etranje*** (1997) ke 35 peyi ratifye;
- ***Kovansyon Nasyonzini kont Krim Transnasyonal*** (2000);
- ***Lwa sou blanchiman lajan*** ke anpil peyi ratifye nan lane 2001, e Ayiti se youn nan peyi sa yo;
- Kreyasyon ***Tribinal Penal Entènasyonal*** (Ròm, 17 jiyè 1998) ke 139 peyi te siyen, e Ayiti se yonn nan peyi sa yo, e ke jounen jodi a 97 peyi deja ratifye. Tribinal la operasyonèl depi premye jiyè 2000;

- *EUROJUST* ke Konsèy Ewopeyen an kreye nan lane 1999, ki se yon inite ki genyen ladan pwokirè, majistra ak ofisye polis ke chak eta manm voye ladan, pou ranfòse batay kont fòm grav kriminalite òganize;
- ***Prensip Wolfsberg pou Anpeche Blanchiman Lajan*** (2002) ke ***Transparency International*** ak kèk enstitisyon bankè entènasyonal elabore;
- ***Endis Koripsyon nan Peyi Ekspòtatè yo (Bribepayer's Index)*** ke TI pibliye regilyèman, ki prezante lis peyi Nò yo ke yo panse ki ta pi kapab peye plis podven pou jwenn kontra piblik nan peyi mwen avanse yo;
- ***Pak Entegrite*** a ke TI pwopoze pou garanti transparans ak onètte nan adjidikasyon osnon siyati kontra piblik yo;
- ***Sistèm Entegrite Nasyonal*** la, ki se yon konsèp M. Ibrahim Seushi, ki se yon manm TI nan peyi Tanzani, te devlope e ke TI rekòmande kòm baz pou batay kont koripsyon an;
- ***Deklarasyon Nyanga*** a ke seksyon afrikèn TI yo te fè (nan peyi Zembabwe nan lane 2001), ki pwopoze yon demach pou jwenn rapatriman lajan dirijan politik te detounen nan koripsyon;
- ***Apèl Jenèv*** la (1996) -- ki mande abolisyon pwoteksyonis ki pa valab ankò, nan zafè travay lapolis ak lajistis;
- ***Desizyon Inyon Ewopeyèn*** nan pou li rapatriye lajan rejim kowonpi peyi Afrik yo te detounen e ke yo te depoze nan peyi Ewòp yo (Lekè, Ejip, avril 2000);
- ***Presedan pwosedirye tabli nan lane 2000 la ki se rezilta yon kanpay reparasyon pou jwif yo ke Kongrè Mondyal Jwif la (World Jewish Congress)*** te lanse, ke Raben Israel Singer ak Edgard Bronfman Jr. (Prezidan *Seagram*) te pilote, e ki te pwodui yon jefò mondyal konsète ki te mennen restitisyon a desandan viktim Olokòs la tout byen nazi yo te vòlè e ke yo te kache nan bank peyi Laswis yo;
- ***Kanpay entènasyonal « Jibile » a pou anilasyon dèt peyi pòv yo,*** ki lanse yon apèl pou enstitisyon kredi Nò yo (BM, FMI, BID, BAD...) pou yo travay pou rekiperasyon lajan prete ke dirijan kowonpi yo detounen pa ekzanp, rekiperasyon byen yo te vòlè, se yon bagay ki lye san diskisyon ak kanpay sila pou anilasyon dèt yo;
- ***Inite Lit Kont Koripsyon (ULCC)*** a ke gouvènman Ayisyen an kreye nan mwa septanm 2004 la.

Fondasyon Eritaj pou Ayiti (LFHH)

Nan lane 1998, yon gwoup sitwayen ayisyen kreye **Fondasyon Eritaj pou Ayiti (LFHH)** la, ki se yon fondasyon prive, ki pa patizan okenn pati politik, e ki pa la pou li fè lajan. Depi lane 1999, LFHH afilye ak prensipal òganizasyon mondyal pou batay kont koripsyon an, **Transparency International (TI)**. Depi mwa me 2003, a pati yon kontra ki siyen ant 2 òganizasyon yo, LFHH vin reprezantan ofisyèl TI ann Ayiti.

Vizyon li :

Men vizyon LFHH la: Yon nasyon kote pa genyen koripsyon nan gouvènman, nan politik, nan biznis, nan sosyete sivil la ni nan lavi popilasyon an; e kote sosyete a bay konpòtman entèg, etik, reskonsab ak disipline anpil valè.

Misyon li :

Misyon LFHH, se travay pou pwomosyon valè moral etik, entegrite, ak onètte nan sektè piblik ak prive nan sosyete ayisyèn nan, epi ankouraje tout moun respekte prensip / nòm yon sosyete moral, reskonsab e disipline ki esansyel pou **demokrasi ka pran rasin**.

Prensip li yo :

LFHH rekonnèt ke genyen de rezon ni pratik ni etik pou konfwonte pwoblèm koripsyon an ak irresponsablite ki ekziste nan sosyète nou an:

- Kalite lavi gason, fi ak timoun ann Ayiti, ke preponderans sistèm ak pratik koripsyon yo afekte. Se yon bagay ki inakseptab ke pou moun jwenn jistis, sèvis de baz, swen sante, edikasyon, ak sekirite, se pou yo machande yo pou pi plis lajan pase lajan kontribyab ak kliyan sèvis Letayo deja peye ;
- Valè moral etik, entegrite, onètte, disiplin ak reskonsablite ki an pèdisyon nan sosyete nou a kontribye anpil nan degradasyon sosyete a, epi tou yo se yon gwo obstak pou konstriksyon yon Leta ki chita sou lalwa, pou devlòpman sosyo ekonomik, ak pou avènman jistis sosyal.

Valè fondalnatal li yo :

Men valè de baz li yo, ki se tou valè de baz tout manm rezo Transparency International la, e ki enspire misyon nou an epi ki gide apwòch travay nou:

- Transparans
- Reskonsablite/rannman kont
- Entegrite
- Solidarite
- Kouraj
- Jistis
- Demokrasi.

Apwòch li :

LFHH konprann ke koripsyon, se yon pwoblèm ki genyen plizyè dimansyon, ki soti nan defisyans sistemik, ensitisyonèl ak moral e, donk, ki ekzije yon repons estratejik konplike ki genyen ladan prevansyon, refòm enstitisyonèl, aplikasyon lalwa, edikasyon ak mobilizasyon. LFHH pa vini pou li fè travay li nan konfwontasyon. Wòl li, se pou li sèvi pito kòm motè/fasilitatè pou etablisman yon platfòm diskisyon ak aksyon sou pwoblèm koripsyon an ak pou ranfòsman Sistèm Nasyonal Entegrite peyi a. Li ap travay nan tèt kole ak aktè nan tout sektè sosyete ayisyèn nan, san li pa ekskli pèsonn (piblik, prive, sosyete sivil), pou batay kont koripsyon ki ap detwi peyi nou an.

LFHH ap travay pou li:

- bati yon mantalite kolektiv ki kondane koripsyon ;
- atake sentòm ak fonnman koripsyon an selon yon apwòch sistemik pou ranfòse poto sistèm nasyonal entegrite Ayiti a.
- ranfòse, nan sosyete ayisyèn nan, respè pou etik, entegrite, reskonsablite ki se dè valè pozitif ki si yo pa la, sosyete yo depafini.

Apwòch LFHH la chita sou paramèt sa yo:

- **Ekselans :** LFHH ap eseye ak tout fòs kouraj li respekte estanda / nòm elve ekselans ak pwofesyonalis, epi tou asire l ke angajman sila parèt a klè nan jesyon li, pwogram li yo ak pwojè li yo.

- **Egalite ant gason ak fi, ak divèsite:** LFHH kwè nan prensip

egalite ak divèsite ant gason ak fi, ras, ak klas sosyal nan nivo politik li yo, jesyon li, pwogram ak pwojè li yo, e li fè pwomosyon konsèp sa yo, nan bay ekzanp nan sosyete ayisyèn nan.

- **Patisipasyon ak enklizyon:** LFHH renye tout pratik eksklizyon ak alyenasyon ki domine yo, e ki kenbe Ayisyen/Ayisyèn ki ekonomikman fèb yo, ki pale kreyòl sèlman yo, e/oswa ki analfabèt yo, ni tou Ayisyen/Ayisyèn *« peyi andeyò »* yo (nan vil pwovens oswa nan bouk yo) lwen espas ak pwosesis desizyon nasyon an. Li pran angajman pou li fè pwomosyon, nan sosyete ayisyèn la, konsèp patisipasyon ak enklizyon, ni tou pou li sèvi ekzanp nan chèche fè tout moun alawonnbadè patisipe nan pwogram ak pwojè li yo.

- **Enpasyalite politik:** Konotasyon politik misyon LFHH la envite li montre sajès ak bon sans nan zafè relasyon li ak gouvènman an epi ak pati politik yo. LFHH kenbe endepandans li lè li ap chèche kolaborasyon ak tout pati politik yo san eksepsyon, e li evite tout desizyon ni aksyon ki ka pèmèt zòt akize li deske li pran pati pou youn oswa pou lòt.

- **Sèvis:** Kòm li kwè ke *«lidèchip»* vle di menm bagay ke *«sèvis»*, e kòm li ap travay pou fè pwomosyon konsèp sila nan tout sektè politik ak prive sosyete ayisyèn nan, LFHH manifeste volonte li pou li rann sosyete ayisyèn nan ak rezo mondyal TI la sèvis, ak aksyon li yo, pwogram ak pwojè li yo, ni tou ak disponiblite li pou satisfè demann sipò ke Leta ayisyen, enstitisyon lokal yo, Sekretarya ak lòt seksyon nasyonalTI yo ka pwodui.

Sous ak referans

Pou li te ka ekri ti liv sila, LFHH te konsilte e te repwodui enfòmasyon ki nan liv ak nan tèks sa yo:

- ***Combattre la corruption: les enjeux et les défis*** (*Batay kont koripsyon: Defi yo, ak sa nou ka genyen oswa pèdi nan jwèt la*)- Se yon adaptasyon an franse ke seksyon afrikèn ak ayisyèn ***Transparency International*** yo fè a pati de **TI Sourcebook** la (Liv resous TI) ke Jeremy Pope te redije Edisyon Karthala (2002) ;
- ***L'Etat des lieux de la corruption en Haïti (2003)*** (*Evalyasyon sitiyasyon koripsyon an ann Ayiti*) - rapò sou sondaj LFHH te reyalize yo, Francis Gratia & Asosye pou LFHH (2004) ;
- ***On the cultural transmission of corruption*** (*Sou transmisyon koripsyon an pa la kilti*) - Esther Hauk ak Maria Saez Marti, Fakilte Syans Ekonomik Stokòlm (1999) ;
- ***Haitian Proverbs*** (*Pwovèb Ayisyen*), ki nan sit entènèt http://haitianproverbs.com/;
- ***Promouvoir la bonne gestion, lutter contre la corruption*** (*Fè pwomosyon bòn jesyon, batay kont koripsyon*) - dokiman travay TI, diskou Dieter Frisch nan Seminè sou «Transparans nan Jesyon Afè Piblik yo », nan Daka, Senegal (1999) ;
- ***Human rights and business ethics: Fashioning a new social contract*** (*Dwa moun ak etik nan biznis: Fè yon nouvo kontra sosyal pran fòm*) - Dokiman travay TI, Dr. George Stewart Moody ;
- ***The costs of grand corruption*** (*Enpak ekonomik gwo koripsyon*) - dokiman travay TI, Dr Wesley Cragg, TI Kanada;
- ***The role of business in fostering transparency*** (*Wòl sektè biznis la nan zafè ankouraje transparans*) - dokiman nevyèm IACC a, Diban, Afrik di Sid (1999), Vladimir Bykov.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou LFHH, ak sou pwogram ak pwojè li yo, ni tou pou resevwa bilten trimestriyèl li a, «Transparence Haïti», oswa pou pote sipò ou nan travay Fondasyon an, kontakte Sekretarya ekzekitif li a:

Bwat postal 16136
Biwo postal Petyonvil
Petyonvil, Ayiti HT 6140
Imel: heritagehaiti@yahoo.com
Telefòn: (509) 513-7089.